

# Rapport annuel Jahresbericht

—

2016



**POUVOIR JUDICIAIRE  
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

**Tribunal cantonal TC  
Kantonsgericht KG**



**POUVOIR JUDICIAIRE  
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

**Tribunal cantonal TC  
Kantonsgericht KG**

Rue des Augustins 3, case postale 1654, 1701 Fribourg

T +41 26 304 15 00, F +41 26 304 15 01

## **Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2016**

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2016.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Le 20 février 2017

Anne-Sophie Peyraud  
Présidente

Frédéric Oberson  
Secrétaire général

Le rapport est publié sur le site internet du Tribunal cantonal <http://www.fr.ch/tc>.



**POUVOIR JUDICIAIRE  
GERICHTSBEHÖRDEN**  
ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

**Tribunal cantonal TC  
Kantonsgericht KG**

Rue des Augustins 3, case postale 1654, 1701 Fribourg

T +41 26 304 15 00, F +41 26 304 15 01

## **Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2016**

An den Justizrat

Sehr geehrter Herr Präsident  
Sehr geehrte Damen und Herren Mitglieder des Rates

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 101 Abs. 2 JG unseren Bericht für das Jahr 2016 zu unterbreiten.

Wir versichern Ihnen, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Mitglieder des Rates, unserer vorzüglichen Hochachtung.

20. Februar 2017

Anne-Sophie Peyraud  
Präsidentin

Frédéric Oberson  
Generalsekretär

---

# TABLE DES MATIERES

## Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2016 *Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2016*

<b>1.</b>	<b>Partie générale</b> .....	<b>- 1 -</b>
<b>1.1.</b>	<b>Remarques générales</b> .....	<b>- 1 -</b>
1.1.1.	Administration de la justice .....	- 1 -
1.1.2.	Volume des affaires .....	- 5 -
<b>1.2.</b>	<b>Activité juridictionnelle</b> .....	<b>- 6 -</b>
1.2.1.	En général .....	- 6 -
1.2.2.	I <sup>e</sup> Cour d'appel civil.....	- 9 -
1.2.3.	II <sup>e</sup> Cour d'appel civil.....	- 9 -
1.2.4.	Chambre des poursuites et faillites .....	- 9 -
1.2.5.	Cour de protection de l'enfant et de l'adulte .....	- 10 -
1.2.6.	Cour d'appel pénal .....	- 10 -
1.2.7.	Chambre pénale.....	- 10 -
1.2.8.	I <sup>e</sup> Cour administrative .....	- 10 -
1.2.9.	II <sup>e</sup> Cour administrative .....	- 10 -
1.2.10.	III <sup>e</sup> Cour administrative .....	- 10 -
1.2.11.	Cour fiscale .....	- 10 -
1.2.12.	I <sup>e</sup> et II <sup>e</sup> Cours des assurances sociales.....	- 11 -
<b>1.3.</b>	<b>Personnel</b> .....	<b>- 11 -</b>
1.3.1.	Juges.....	- 11 -
1.3.2.	Greffe .....	- 13 -
<b>1.4.</b>	<b>Autres activités</b> .....	<b>- 14 -</b>
<b>1.</b>	<b>Allgemeiner Teil</b> .....	<b>- 16 -</b>
<b>1.1.</b>	<b>Allgemeine Bemerkungen</b> .....	<b>- 16 -</b>
1.1.1.	Verwaltung der Justiz .....	- 16 -
1.1.2.	Arbeitsvolumen.....	- 20 -
<b>1.2.</b>	<b>Gerichtstätigkeit</b> .....	<b>- 21 -</b>
1.2.1.	Allgemeines .....	- 21 -
1.2.2.	I. Zivilappellationshof.....	- 24 -
1.2.3.	II. Zivilappellationshof.....	- 24 -
1.2.4.	Schuldbetreibungs- und Konkurskammer .....	- 24 -
1.2.5.	Kindes- und Erwachsenenschutzhof .....	- 25 -
1.2.6.	Strafappellationshof .....	- 25 -
1.2.7.	Strafkammer.....	- 25 -
1.2.8.	I. Verwaltungsgerichtshof .....	- 25 -
1.2.9.	II. Verwaltungsgerichtshof .....	- 25 -
1.2.10.	III. Verwaltungsgerichtshof .....	- 25 -
1.2.11.	Steuergerichtshof .....	- 25 -
1.2.12.	I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof .....	- 26 -
<b>1.3.</b>	<b>Personal</b> .....	<b>- 26 -</b>
1.3.1.	Richter .....	- 26 -
1.3.2.	Gerichtsschreiberei .....	- 28 -
<b>1.4.</b>	<b>Weitere Tätigkeiten</b> .....	<b>- 29 -</b>
	<b>Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2016 / Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2016</b> .....	<b>- 31 -</b>

---

<b>2.</b>	<b>PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL .....</b>	<b>- 34 -</b>
<b>2.1.</b>	<b>COURS CIVILES / ZIVILRECHTLICHE HÖFE.....</b>	<b>- 34 -</b>
<b>2.2.</b>	<b>COURS PENALES / STRAFRECHTLICHE HÖFE.....</b>	<b>- 43 -</b>
<b>2.3.</b>	<b>COURS ADMINISTRATIVES / VERWALTUNGSRECHTLICHE HÖFE .....</b>	<b>- 49 -</b>
<b>2.4.</b>	<b>RECOURS AU TRIBUNAL FEDERAL / BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT .....</b>	<b>- 61 -</b>

---

---

# Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2016

## 1. Partie générale

### 1.1. Remarques générales

En 2016, le Tribunal cantonal a rendu 3139 arrêts. 301 d'entre eux ont fait l'objet d'un recours auprès de l'autorité supérieure qui en a admis 32, soit environ 1 % des décisions du Tribunal cantonal. Sur le plan organisationnel, l'année a été marquée par le départ des juges Josef Hayoz, Gabrielle Multone et Roland Henninger à fin janvier, ainsi que Hugo Casanova à fin décembre. Le Tribunal cantonal les remercie de leur engagement sans faille en faveur de la justice fribourgeoise et leur exprime toute sa gratitude pour le travail accompli pendant de si nombreuses années. Pour remplacer les trois premiers d'entre eux, le Grand Conseil a élu les juges Dominique Gross, Marc Boivin (à 50 %, l'autre mi-temps ayant été confié à Marc Sugnaux qui a augmenté son taux d'activité à 100 %) et Sandra Wohlhauser. L'intégration des nouveaux juges s'est très bien déroulée. Il est également relevé que Daniela Kiener, élue juge cantonale à 50 %, remplacera Hugo Casanova à partir du 1er janvier 2017. S'agissant du personnel du Greffe, il y a lieu de constater avec grande satisfaction que l'Etat a pris la décision de pérenniser les postes sur crédits forfaitaires dès 2017, ce qui concerne 9 employés du Tribunal cantonal qui étaient depuis plusieurs années engagés par contrats de durée déterminée. Sur le plan administratif, un important travail a été effectué pour se doter d'instruments de gestion modernes et performants. Un plan directeur a ainsi été élaboré et de nouveaux outils informatiques ont été mis en production (moteur de recherche des arrêts publiés, site Intranet).

#### 1.1.1. Administration de la justice

Le Tribunal plénier s'est réuni à 9 reprises et la Commission administrative à 17 reprises. Plusieurs décisions ont en outre été prises par voie de circulation. Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions concernant l'organisation du Tribunal et se sont déterminés dans le cadre de 16 consultations législatives. Par ailleurs, le Tribunal cantonal a présenté son rapport annuel lors de sa traditionnelle conférence de presse. Il a organisé, au nom du canton, la Journée des Tribunaux des assurances qui a eu lieu le 3 juin 2016, à Fribourg. Il a participé à la sixième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Berne, aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à Zoug, à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM) ainsi qu'à l'assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, au Lichtenstein. Enfin, les juges cantonaux ont procédé à diverses inspections annuelles, sur délégation du Conseil de la magistrature.

#### Organisation et fonctionnement

L'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal sont fixés dans le règlement du 22 novembre 2012 (RTC ; RSF 131.11).

Les modifications réglementaires suivantes - qui prennent notamment en compte la modification du 19 décembre 2014 de la loi sur la justice - ont été mises en œuvre en 2016 :

- Les sections – et leur présidence – ont été supprimées. Afin de faciliter la gestion interne du Tribunal, les Cours civiles, pénales et administratives ont désigné un juge répondant par matière. Cette personne est l'interlocuteur pour les questions liées à la gestion générale des Cours en

---

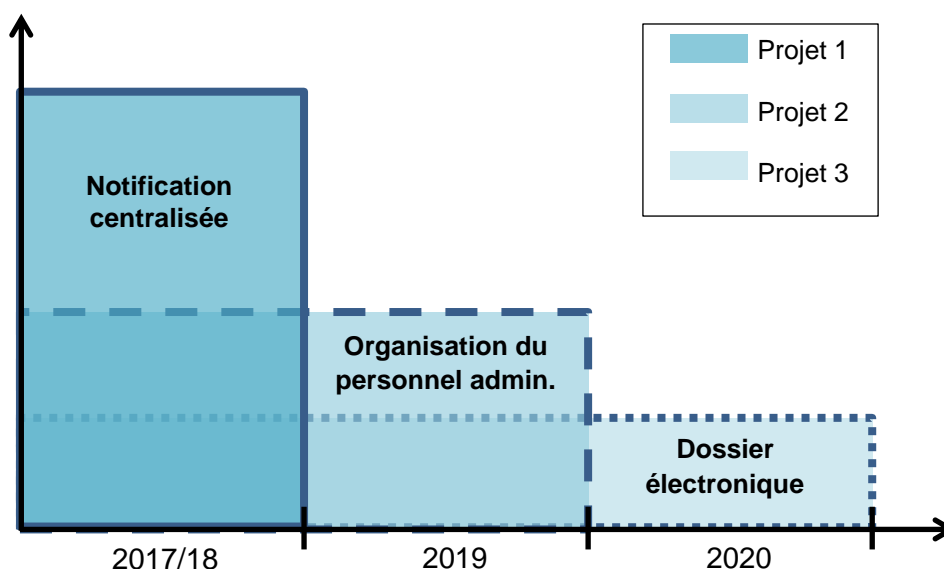
collaboration avec la greffière présidentielle ou le greffier présidentiel (ancienne fonction de greffier/ère de section). Sur délégation du Tribunal plénier, le répondant formule également des préavis à l'intention du Conseil de la magistrature sur les demandes d'affectation de dossiers à la juge itinérante.

- La Commission administrative est désormais composée de la présidence et de la vice-présidence du Tribunal cantonal ainsi que d'un ou d'une troisième juge, élu-e pour une année, avec le secrétariat général. De 2008 à fin 2015, elle avait siégé à cinq juges. Les premières expériences ont été très positives. La nouvelle composition renforce l'efficacité dans les prises de décision au sein de la Commission administrative, tout en permettant les échanges nécessaires à cet effet; quant aux deux autres juges précédemment impliqués, ils peuvent se consacrer pleinement à leurs tâches juridictionnelles.
- Sur ce plan précisément, la Cour de modération a été supprimée, ses compétences pouvant être réparties sur les autres Cours civiles. Les compétences de la II<sup>e</sup> Cour d'appel civil ont également été revues. Les dossiers d'assistance judiciaire et d'exception d'incompétence suivent désormais la même voie que la procédure au fond qui les concerne. En plus de ses autres compétences actuelles, la II<sup>e</sup> Cour d'appel civil examine et transmet les demandes d'entraide internationale au sens de la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale. Cette nouvelle attribution simplifie la gestion de ces cas. Enfin, une adjonction réglementaire permet également, en cas de besoin, d'équilibrer la charge de travail entre les deux Cours des assurances sociales en vue d'assurer leur bon fonctionnement.

Par ailleurs, le Tribunal cantonal a adopté **son plan directeur pour la période 2017 à 2021** (art. 8 et 11 RTC). Pour ce faire, il a établi un portefeuille de cinq projets priorités conformément au tableau ci-dessous :

<b>Plan directeur 2017-2021: Portefeuille de cinq projets priorités</b>	
<b>Projets</b>	<b>Brève description</b>
1) Notification centralisée	Introduction d'une notification centralisée intégrant une impression centralisée. Premier pas vers le dossier électronique. Gain d'efficacité, en particulier pour le personnel administratif.
2) Organisation et exigences du personnel administratif	Avec l'introduction de la notification centralisée, les méthodes de travail du personnel administratif doivent être adaptées. Réflexions sur la structure et l'organisation de cette entité.
3) Dossier électronique	Amener graduellement le Tribunal cantonal vers le dossier électronique en mettant en oeuvre plusieurs sous-projets tels que la numérisation de la bibliothèque et des archives.
4) Charge de travail	Analyse des tâches actuelles et des responsabilités dans le but de faciliter la répartition de la charge de travail.
5) Travail à temps partiel et télétravail	Clarification des conditions-cadre du travail à temps partiel et du télétravail à l'aide d'une directive interne.

Les trois premiers projets seront lancés en même temps mais ils ne seront pas achevés au même moment, car les ressources à investir diffèrent. Leur planification est présentée dans le schéma suivant :



En relation avec l'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal, il est par ailleurs procédé aux constats suivants :

*En ce qui concerne les activités juridictionnelles*

La **charge de travail globale est toujours importante**. Au 31 décembre 2016, le Tribunal comptait, toutes cours confondues, 1325 affaires pendantes (contre 1302 au 31.12.2015). Il a enregistré 3177 nouvelles affaires, soit 309 de plus qu'en 2015, ce qui correspond à une augmentation de plus de 10 %. Cette augmentation est ressentie en particulier par la 1<sup>er</sup> Cour d'appel civil (qui a par ailleurs vu le volume de ses affaires augmenter de trois ou quatre fois en dix ans). Celle-ci craint en particulier les conséquences des modifications des dispositions relatives aux contributions d'entretien qui entreront en vigueur en 2017. La Chambre pénale, quant à elle, a subi une augmentation de 20 % par rapport à 2015; elle peine à rattraper le retard alors que les causes doivent, sauf exception, être jugées rapidement. La 1<sup>er</sup> Cour administrative a connu une très forte augmentation sur la même période considérée : 108 affaires supplémentaires par rapport à 2015, soit une augmentation de 62 %, que l'on retrouve dans le domaine des étrangers et des recours en matière de personnel (augmentation logique de ce point de vue suite à la suppression du recours au Conseil d'Etat au 1<sup>er</sup> juillet 2016), ainsi que dans les dossiers accessoires (assistances judiciaires et mesures provisionnelles). Quant aux deux Cours des assurances sociales, elles ont vécu une augmentation des nouvelles affaires en général de 4,85 % pour près de 10 % d'augmentation des affaires sur le fond, pour atteindre un total de 562 nouvelles entrées. Les liquidations pour l'ensemble du Tribunal ont pour leur part cru d'environ 9 %. Cette augmentation ne permet toutefois pas de contenir la hausse des entrées. Le Tribunal cantonal a entrepris des mesures de réorganisation pour faire face à cette situation. La mise en œuvre des modifications du RTC, le plan directeur, les améliorations des processus internes et dans la communication (cf. ci-après) figurent parmi les mesures entreprises en 2016. Si les entrées devaient continuer à augmenter, le Tribunal cantonal parviendra toutefois rapidement à ses limites et ne pourra plus juguler la charge de travail avec les moyens dont il dispose, que ce soit en personnel ou en mesures organisationnelles. Des précisions figurent encore sous les points 1.1.2.2 à 1.1.2.12 du présent rapport.



---

*En ce qui concerne le greffe*

- Les **processus de travail** ont continué de faire l'objet de réflexions. Ces démarches ont abouti à de nouveaux processus unifiés au sein du tribunal.
- La **communication** interne a également été analysée et améliorée. Pour ce faire, une enquête a notamment été adressée à l'ensemble du personnel qui a pu se déterminer de manière anonyme. Sur la base des résultats et autres travaux, un site **intranet** (à contrôle d'accès ; usage interne au Tribunal cantonal) a été créé et mis en production.
- La communication externe a été également améliorée, en particulier en relation avec la jurisprudence. Le Tribunal cantonal publiait d'ores et déjà ses arrêts sur son site internet. L'accès à la jurisprudence est toutefois désormais facilité grâce au **moteur de recherche « Tribuna Publication »** (<https://publicationtc.fr.ch/?locale=fr>) qui, après une phase de test, a été mis en production dès le mois juin 2016. La plate-forme dispose de plusieurs fonctions de recherche (recherches "plein texte", par normes, "avec Thésaurus"). Afin d'alléger la charge de travail supplémentaire du Tribunal cantonal liée à la mise à disposition de ses arrêts sur internet, les processus d'anonymisation et de publication ont été optimisés à l'interne, en étroite collaboration entre le Tribunal cantonal, le Service de l'informatique et des télécommunications (SITel) et le fournisseur de logiciel, Delta Logic AG. Le logiciel Tribuna Anonymisation facilite en effet le travail d'anonymisation grâce à un complément de Word Office qui crée automatiquement des propositions d'anonymisation sur la base des données du dossier fournies par Tribuna Gestion d'affaires. Les noms cités fréquemment peuvent notamment être anonymisés automatiquement. Il est par ailleurs possible d'adapter et de compléter manuellement les propositions d'anonymisation. Certains travaux internes nécessaires avant publication ont par ailleurs été automatisés, ce qui simplifie considérablement le travail des collaboratrices et collaborateurs du Tribunal cantonal en charge de ces tâches. Les arrêts du Tribunal cantonal, publiés de 2014 à ce jour, sont d'ores et déjà disponibles via le moteur de recherche. Les décisions antérieures - publiées sans moteur de recherche - seront intégrées, rétroactivement et au fur à mesure, dans le nouveau logiciel du Tribuna Publication.

*En ce qui concerne les infrastructures et les autres tâches d'administration de la justice*

- Conformément à la nouvelle ordonnance du 3 novembre 2015 sur la gestion de l'informatique et des télécommunications dans l'Administration cantonale, une **nouvelle organisation informatique des autorités judiciaires** a été mise sur pied. Elle doit encore être formellement institutionnalisée par le Conseil d'Etat, lequel a d'ores et déjà nommé Madame la Juge cantonale Sandra Wohlhauser en tant que membre de la Commission informatique de l'Etat (organe de pilotage informatique cantonal). Une Commission informatique des autorités judiciaires a été constituée en tant qu'organe de pilotage informatique des autorités judiciaires. Le premier objectif de cette nouvelle organisation est de gérer et développer efficacement les outils informatiques des autorités judiciaires, devenus indispensables, en promouvant toutes les synergies possibles. Le second but est de défendre les intérêts des autorités judiciaires auprès de nos partenaires, tant sur le plan informatique que budgétaire. Après échanges avec les différentes autorités, respectivement avec les conférences concernées, la Commission est composée de magistrats de l'ordre judiciaires représentant les différentes autorités ainsi d'autres représentants des entités partenaires (Conseil de la magistrature, DSJ, SITel). Afin de préparer ses séances et de gérer les affaires informatiques courantes, la Commission a également instauré un Bureau informatique des autorités judiciaires.
- S'agissant du **bâtiment**, l'Institut universitaire romand de Santé au Travail (IST) a poursuivi ses démarches sur mandat du Service du personnel et d'organisation. Il a enquêté sur les problématiques de climat intérieur du bâtiment et a rendu un nouveau rapport, après analyses. De nouveaux travaux d'isolation thermique et phonique ont été entrepris dans l'aile ouest du bâtiment. Cette dernière va encore faire l'objet de nouvelles interventions pour améliorer les conditions de travail.

- 
- Des mesures ont également été mises en œuvre en lien avec les questions d'**archivage** et de gestion documentaire. Afin de répondre aux exigences de la nouvelle loi sur l'archivage et avec le soutien et la conduite de l'archiviste judiciaire, le Tribunal cantonal a débuté le projet d'établissement et de mise en œuvre des plans de classement et de gestion des autorités judiciaires, ce en accord avec le Service de la justice et les Archives de l'Etat. Enfin, les développements de **consultation numérique** proposée aux collaborateurs du Tribunal cantonal ont été poursuivis. Cette consultation est de plus en plus utilisée (Revue Print Plus, site CPC online, ATF, Weblaw, Swisslex), à la satisfaction des utilisateurs. Par ailleurs, la possibilité de pouvoir accéder à la consultation numérique d'ouvrages de doctrine est également en cours d'analyse.

### 1.1.2. Volume des affaires

La charge de travail du Tribunal cantonal est de plus en plus importante. Le nombre de dossiers enregistrés a systématiquement augmenté (cours civiles: 1099 en 2015, 1170 en 2016 = + 71 dossiers [+ 6.5 %]; cours pénales: 483 en 2015, 551 en 2016 = + 68 dossiers [+ 14.1 %]; cours administratives: 1270 en 2015, 1441 en 2016 = + 171 dossiers [+ 13.5 %]). La hausse des taux de liquidation a permis de juguler cette augmentation (cours civiles: 1128 en 2015, 1150 en 2016 = + 22 dossiers [+2 %]; cours pénales: 461 en 2015, 553 en 2016 = + 92 dossiers [+ 20 %]; cours administratives: 1279 en 2015, 1420 en 2016 = + 141 dossiers [+ 11 %]). Cette augmentation ne permet toutefois pas de contenir la hausse des affaires pendantes (cours civiles: 163 au 31.12.15, 183 au 31.12.16 = + 20 dossiers [+ 12.3 %]; cours pénales: 156 au 31.12.15, 154 au 31.12.16 = - 2 dossiers [- 1.3 %]; cours administratives: 965 au 31.12.15, 986 au 31.12.16 = + 21 dossiers [+ 2.2 %]). Le Tribunal cantonal doit ainsi constater une augmentation globale d'environ 3 % de ses affaires pendantes (1287 au 31.12.15 ; 1325 au 31.12.16 = + 38 dossiers [+ 2.95 %]).

Pour des explications complémentaires, il convient de se référer aux chiffres 1.2.1.1, 1.2.1.2 et 1.2.2 à 1.2.13 ci-après.

---

## 1.2. Activité juridictionnelle

### 1.2.1. En général

#### a) Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes cours

<b>Tribunal cantonal</b>				
<b>Statistique générale</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	1287	1302	1323	1207
b) affaires enregistrées	3177	2868	2957	2933
c) affaires liquidées	3139	2883	2978	2817
d) affaires pendantes au 31 décembre	1325	1287	1302	1323

De manière générale, le nombre des nouvelles affaires a augmenté (2016: 3177; 2015: 2868; 2014: 2957 ; 2013: 2'933), en rappelant également la complexité et le volume important des dossiers à traiter.

#### Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2589 décisions en français et 534 en allemand, sans compter les 16 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

<b>Cours civiles</b>				
<b>Statistique générale</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	163	192	216	200
b) affaires enregistrées	1170	1099	1218	1143
c) affaires liquidées	1150	1128	1242	1127
d) affaires pendantes au 31 décembre	183	163	192	216

Le nombre des affaires portées au rôle de la I<sup>e</sup> Cour d'appel civil a fortement augmenté, soit de 50 % (300 en 2015. 450 en 2016 = + 150 dossiers); celui de la II<sup>e</sup> Cour d'appel civil de 43.1 % (311 en 2015, 445 en 2016 = + 134 dossiers), étant toutefois relevé que 166 demandes d'entraides judiciaires ont été incluses dans le total de 445 dossiers. Le nombre d'affaires enregistrées auprès de la Chambre des poursuites et faillites a quant à lui diminué de 10 % (160 en 2015, 144 en 2016= - 16 dossiers). Après la très forte augmentation des dossiers portés au rôle de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte (22 en 2012, 178 en 2013, 197 en 2014), la situation s'est stabilisée (125 en 2015, 131 en 2016= + 6 dossiers [+ 4.8%]). Il est enfin relevé que la Cour de modération a été supprimée dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016, les affaires qui étaient auparavant portées à son rôle étant désormais réparties dans les autres cours civiles.

#### Langue des affaires liquidées

Les cours civiles ont rendu 1030 décisions en français et 120 en allemand.

---

---

## Cours pénales

Statistique générale	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	156	134	155	145
b) affaires enregistrées	551	483	450	459
c) affaires liquidées	553	461	471	449
d) affaires pendantes au 31 décembre	154	156	134	155

Le nombre des affaires portées au rôle de la Cour d'appel pénal (+ 9.9 %) et de la Chambre pénale (+ 20 %) a augmenté. La hausse globale des affaires enregistrées est de plus 14 % par rapport à 2015.

### Langue des affaires liquidées

Les cours pénales ont rendu 460 décisions en français et 93 en allemand.

## Cours administratives

Statistique générale	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	965	974	949	862
b) affaires enregistrées	1441	1270	1272	1300
c) affaires liquidées	1420	1279	1247	1213
d) affaires pendantes au 31 décembre	986	965	974	949

Le nombre des affaires enregistrées en 2016 auprès des cours administratives est en hausse par rapport à 2015 (+ 171 dossiers). Les dossiers inscrits au rôle de de la I<sup>e</sup> Cour administrative (+ 107 dossiers [+62 %]) ont nettement augmenté. Cette hausse se retrouve dans le domaine des étrangers et des recours en matière de personnel (21 recours enregistrés), augmentation somme toute logique à la suite de la suppression du recours du personnel de l'Etat au Conseil d'Etat au 1er juillet 2016, ainsi que dans les dossiers accessoires (assistance judiciaire et mesures provisionnelles). Les affaires de la II<sup>e</sup> Cour administrative ont également augmenté (+ 23 dossiers [+ 16.1 %]). Il en va de même pour les nouvelles affaires enregistrées auprès de la III<sup>e</sup> Cour administrative (+ 24 dossiers [+ 11.4 %]). En revanche, le nombre d'affaires enregistrées auprès de la Cour fiscale a légèrement diminué (- 13 dossiers [- 4.5 %]). Les dossiers des Cours des assurances sociales ont quant à eux subi une augmentation des entrées de 4.5 % (+26 dossiers).

Au niveau de la répartition des causes, les deux Cours des assurances sociales comptabilisent 1063 dossiers (I<sup>e</sup> Cour : dossiers pendants au 1<sup>er</sup> janvier 2016 [308] et nouvelles affaires enregistrées [295] ; II<sup>e</sup> Cour : dossiers pendants au 1er janvier 2015 [219] et nouvelles affaires enregistrées [241]). Cela représente 48.4% des affaires pendantes en 2016 auprès des cours administratives. La Cour fiscale totalise 16 % des enregistrements (139 dossiers pendants + 212 nouvelles affaires = 351) ; la I<sup>e</sup> Cour administrative 11.9 % (88 dossiers pendants + 171 nouvelles affaires = 259), la II<sup>e</sup> Cour administrative 11.2 % (101 dossiers pendants + 143 nouvelles affaires = 244) et la III<sup>e</sup> Cour 12.5 % (72 dossiers pendants + 208 nouvelles affaires = 280 dossiers).

Il est relevé que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble des cours administratives a encore augmenté et de manière importante (+ 141 dossiers en 2015 ;+ 32 dossiers en 2015 ;+ 34 dossiers en 2014). Malgré l'effort considérable de tous les juges, collaboratrices et collaborateurs et à l'utilisation régulière des juges suppléants, le nombre d'affaires liquidées au sein des cours n'a toutefois pas égalé celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a débouché sur une augmentation de 21 du nombre des affaires pendantes au 31 décembre 2016 par rapport au 31 décembre 2015. Cette situation est préoccupante dès lors que le nombre d'affaires pendantes est élevé, avec 986 dossiers non liquidés au 31 décembre 2016.

### Langue des affaires liquidées

Les cours administratives ont rendu 1099 décisions en français et 321 en allemand.

### *b) Durée de la procédure*

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 Jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I <sup>e</sup> Cour d'appel civil	186	121	68	54	6	2
II <sup>e</sup> Cour d'appel civil	306	93	37	12	4	1
Chambre des poursuites et faillites	101	34	3	0	2	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	53	44	21	0	0	0
Cour d'appel pénal	65	36	35	67	20	2
Chambre pénale	136	110	45	26	1	0
I <sup>e</sup> Cour administrative	49	70	36	50	20	6
II <sup>e</sup> Cour administrative	29	35	42	32	19	13
III <sup>e</sup> Cour administrative	73	83	29	20	11	5
Cour fiscale	29	47	30	42	92	1
I <sup>e</sup> Cour des assurances sociales	23	24	18	49	144	35
II <sup>e</sup> Cour des assurances sociales	22	41	35	35	113	18

Le nombre de 53 affaires avec une durée de procédure de plus de 2 ans pour les Cours des assurances sociales s'explique par leur surcharge. Si ce chiffre a diminué par rapport à 2015 (70), il demeure important.

---

### *c) Surveillance déléguée*

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté une partie du Ministère public (10 procureurs) et du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine (7 présidents) ; le Tribunal pénal des mineurs ; les Tribunaux d'arrondissement de la Glâne, de la Gruyère, de la Singine et de la Veveyse ; les Justices de paix de la Broye, de la Gruyère, du Lac et de la Sarine ; les Préfectures à l'exception de celle de la Sarine ; l'Autorité de surveillance du Registre foncier ; les Commissions de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire, de recours de l'Université, de recours en matière d'améliorations foncières et de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif.

En sa propre qualité d'autorité de surveillance, le Tribunal cantonal a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept offices des poursuites.

#### 1.2.2. I<sup>e</sup> Cour d'appel civil

Après les augmentations sans précédent des années 2010 et 2011 (affaires enregistrées passant de 100 à 353), les affaires inscrites au rôle de la I<sup>e</sup> Cour d'appel civil s'étaient stabilisées (300 affaires enregistrées en 2015). Malheureusement, en 2016, l'augmentation a fortement repris (450 affaires enregistrées, soit une augmentation de 50 %). Ainsi, de 2010 à 2016, l'augmentation des affaires est de 350 %.

Le nombre de dossiers pendants en fin d'année est néanmoins resté inférieur à la centaine ; les anciennes affaires (enregistrées avant 2016) ont toutes été liquidées. La Cour fonctionne désormais avec 4 juges titulaires, contre 3.5 auparavant. Le recours à des juges suppléants et le soutien de greffiers compétents ont permis pour l'instant de maîtriser cette augmentation. La situation de la Cour est toutefois délicate et les incertitudes liées à l'application du nouveau droit relatif aux contributions d'entretien pour les enfants et au partage des avoirs de prévoyance en cas de divorce, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017, laissent craindre un nombre à nouveau élevé de recours en 2017, dans des matières qui nécessitent par ailleurs un traitement prioritaire.

#### 1.2.3. II<sup>e</sup> Cour d'appel civil

La II<sup>e</sup> Cour d'appel civil traite les appels et recours en matière droit de la poursuite pour dettes et faillite (~ 45 %), bail - à loyer et à ferme -, droit du travail (~ 10 %) et assistance judiciaire (~ 5 %) ainsi que des procédures complexes en tant qu'instance cantonale unique (5 affaires).

Les parties devant pouvoir compter dans ces domaines sur une décision rapide, la Cour fait en sorte de statuer avec célérité. Ainsi, en 2016, 87 % des affaires ont été liquidées en moins de trois mois et 95 % dans les six mois.

La II<sup>e</sup> Cour d'appel civil est nouvellement compétente pour examiner et transmettre les demandes d'entraide internationale en matière civile et commerciale. 166 demandes d'entraide ont été traitées durant l'année 2016 (36 %), ce qui explique également l'augmentation massive des affaires enregistrées auprès de la Cour.

#### 1.2.4. Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

---

### 1.2.5. Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

En 2016, le nombre de dossiers entrés est resté stable (125 dossiers en 2015, 131 en 2016). La charge de travail demeure toutefois importante, ces dossiers devant être traités prioritairement. La Cour s'est en outre déplacée à 13 reprises au Centre de soins hospitaliers de Marsens pour procéder à des auditions.

### 1.2.6. Cour d'appel pénal

Si ce n'est une nouvelle augmentation du nombre de dossiers enregistrés (+ 10 % en 2016), l'activité de la Cour pour l'année 2016 n'appelle pas de remarques particulières.

### 1.2.7. Chambre pénale

Depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure pénale en 2011, le nombre des affaires enregistrées en Chambre pénale est passé de 197 à 333, soit une augmentation de 69%. Compte tenu de leurs objets, la plupart de ces causes ont un degré de priorité élevé. A cet égard, il est en particulier relevé que les recours touchant aux détentions - au degré de priorité le plus élevé qui soit, qui nécessite par ailleurs la mise en place d'une permanence en cas de week-ends prolongés - sont passés de 17 en 2011 à 34 en 2016. Cette situation est préoccupante, d'autant que la célérité exigée rend plus difficile de recourir aux juges suppléants. Pour rappel, les trois juges de la Chambre pénale, outre qu'ils sont membres ordinaires d'autres Cours, traitent aussi toutes les demandes de révision inscrites au rôle de la Cour d'appel pénal.

### 1.2.8. I<sup>e</sup> Cour administrative

La I<sup>e</sup> Cour administrative a connu une très forte augmentation par rapport à 2015: 107 affaires supplémentaires, soit une augmentation de 62.5 %, que l'on retrouve dans le domaine des étrangers et des recours en matière de personnel (augmentation somme toute logique suite à la suppression du recours au Conseil d'Etat au 1 juillet 2016), ainsi que dans les dossiers accessoires (assistances judiciaires et mesures provisionnelles).

### 1.2.9. II<sup>e</sup> Cour administrative

L'activité de la II<sup>e</sup> Cour administrative pour l'année 2016 n'amène pas de remarques particulières.

### 1.2.10. III<sup>e</sup> Cour administrative

L'activité de la III<sup>e</sup> Cour administrative pour l'année 2016 n'amène pas de remarques particulières. Il y a toutefois lieu de relever, suite aux départs de Josef Hayoz et de Gabrielle Multone, l'arrivée de Dominique Gross, pour les affaires de langue allemande, et celle de la nouvelle membre et présidence désormais assurée par Anne-Sophie Peyraud.

### 1.2.11. Cour fiscale

Après avoir présidé l'ancienne Commission cantonale de recours en matière d'impôt depuis 1985, Hugo Casanova a été Président de la Cour fiscale depuis sa constitution le 1er janvier 1992 jusqu'en 2013, puis Juge titulaire de celle-ci jusqu'au 31 décembre 2016. La Cour fiscale lui est profondément reconnaissante d'avoir ainsi œuvré durant plus de trente ans à la qualité et à la cohérence d'une jurisprudence sur laquelle elle pourra continuer à s'appuyer à l'avenir.

---

Le nombre de nouvelles causes enregistrées est stable, à un niveau relativement élevé (202). La quantité d'affaires liquidées est sensiblement plus importante que celle des nouvelles entrées, ramenant le nombre de procédures pendantes à fin 2016 (139) à un niveau proche de celui existant à fin 2012 (131). La nature des affaires traitées n'appelle quant à elle pas de remarque particulière.

### 1.2.12. I<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> Cours des assurances sociales

En 2016, sans changement notable des taux d'activité des collaboratrices et collaborateurs, les deux Cours des assurances sociales ont poursuivi leurs efforts, sur la lancée de l'année 2015.

Elles ont connu une augmentation des nouvelles affaires de 4,85 %, dont la proportion de dossiers sur le fond a cependant augmenté de près de 10 % par rapport à 2015. Si le taux de liquidations a un peu diminué par rapport aux statistiques de l'année précédente, cela résulte en partie des nouvelles mesures prises à l'interne au tout début de l'année, dans le sillage de la réorganisation des deux Cours (avec, notamment, un changement au niveau de la Présidence de la I<sup>e</sup> Cour, de sa Vice-présidence et l'augmentation du taux d'activité d'un troisième juge). Dorénavant, les assistances judiciaires sont traitées en principe avec les arrêts de fond, ce qui occasionne une baisse provisoire des liquidations. Cependant, le nombre d'affaires traitées au fond a augmenté de 49 unités; les deux Cours fonctionnent ainsi à la fin de l'année, grosso modo, avec deux mois d'avance par rapport à l'année précédente à la même date, ce qui devrait amener une diminution sensible de la durée des procédures.

A côté de la contribution des greffiers et de tous les juges actuels et anciens (qui ont grandement participé à accélérer la prise de décisions par voie de circulation), le concours des juges suppléants s'est encore avéré très précieux en 2016.

Pour autant, la situation des deux Cours reste précaire. Elles demeurent engorgées, la durée des procédures y est plus longue que dans toutes les autres cours, en raison notamment du volume des affaires à traiter, dont celles en assurance-invalidité (194 dossiers pendants, une grande partie des recours concernant les révisions/suppressions de rente). L'augmentation de certains contentieux est inquiétante (assurance-accidents) et le nombre des recours directement liés à la situation de précarité des assurés-administrés (prestations complémentaires, chômage, aide sociale) ne se résorbe pas, bien au contraire. Les indicateurs socio-économiques n'invitent guère à l'optimisme.

Le manque de personnel se fait donc toujours sentir. Aussi, lorsque les nouvelles mesures organisationnelles introduites ne suffiront plus à endiguer la masse des affaires en hausse constante, n'y aura-t-il pas d'autre choix que de leur octroyer de nouvelles forces de travail.

## 1.3. Personnel

### 1.3.1. Juges

Comme relevé en introduction, l'année a été marquée par le départ des juges Josef Hayoz, Gabrielle Multone et Roland Henninger à fin janvier, ainsi que Hugo Casanova à fin décembre.

Josef Hayoz est né en 1951 à Fribourg. Après sa scolarité obligatoire à Giffers et l'obtention de sa maturité au Collège St-Michel à Fribourg, il a entrepris des études de droit à l'Université de Fribourg, dont il a obtenu la licence en 1976. Quatre ans plus tard, l'obtention du brevet d'avocat est venue compléter son cursus juridique. Josef Hayoz est entré au service du pouvoir judiciaire en 1980, en qualité de greffier auprès du Tribunal d'arrondissement du Lac. Il en est devenu le président deux ans plus tard, fonction qu'il occupera jusqu'à son élection par le Grand Conseil, en mai 1991, comme juge au Tribunal administratif cantonal. Il a présidé cette instance en 1995 et en 2001, puis est devenu le premier président du Tribunal cantonal unifié en 2008. A côté de son activité ordinaire de juge cantonal, il a mis son expérience et ses compétences au



---

service de diverses instances fédérales ou cantonales. De 1997 à 2014, il a ainsi fonctionné comme président suppléant de la Commission fédérale d'estimation du 6<sup>e</sup> arrondissement (canton de Berne et communes alémaniques du canton de Fribourg). Il a présidé la Commission cantonale de nomenclature germanophone depuis 2011, année où il a intégré également le Conseil de la magistrature, qu'il a présidé jusqu'en 2014. Il a également siégé depuis 2012 au sein du Conseil scientifique du projet de recherche interuniversitaire « Justizforschung » sur le fonctionnement et le management de la justice.

Gabrielle Multone est née à Amsterdam (Pays-Bas) en 1952. Après avoir effectué sa scolarité obligatoire à Fribourg, elle a effectué sa maturité à Rome (Italie) en 1970, avant de revenir à Fribourg entreprendre des études de droit à l'Université, dont elle a obtenu la licence en 1975. Après avoir effectué un stage auprès des Communautés européennes à Bruxelles (Belgique), elle a travaillé de 1976 à 1982 comme greffière-adjointe auprès du Tribunal d'arrondissement de la Sarine et du Tribunal cantonal. Elle a effectué ensuite son stage d'avocat et a obtenu le brevet en 1984. Elle a exercé alors la profession d'avocate à Fribourg. Engagée dans la vie de la cité, elle a notamment présidé durant de nombreuses années l'Association des centres de loisirs de la ville de Fribourg, ainsi que la Commission cantonale de l'égalité et de la famille, jusqu'à ce que le Grand Conseil, en septembre 1997, l'élise au Tribunal administratif, où cette mère de trois enfants est devenue la première juge cantonale mère de famille. Sa fonction l'a amenée à cultiver par ailleurs des liens particuliers avec l'Université de Fribourg, par l'organisation de rencontres avec les professeurs et les étudiants en droit administratif. Elle a en outre siégé au sein de la Commission du barreau et de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye.

Roland Henninger est né en 1953 à Cormondes. Après sa scolarité obligatoire effectuée dans son village natal et l'obtention de sa maturité au Collège St-Michel à Fribourg, il a entrepris des études de droit à l'Université de Fribourg, couronnées par une licence en 1978, puis par un doctorat en 1984. Parallèlement à ses études post-grades, il a fonctionné d'abord comme collaborateur juridique au service de révision totale de la Constitution fédérale de 1979 à 1986, période durant laquelle il a œuvré également comme secrétaire de langue allemande de la Commission de recours de l'Université de Fribourg. En 1986, il est revenu au service de l'administration cantonale, en tant que chef de service du Département de police. C'est en 1988 que le Grand Conseil a élu Roland Henninger comme juge cantonal, fonction qu'il a occupé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1989. Il a mis au cours de ces dix-sept années de magistrature ses grandes compétences au service de presque toutes les cours civiles et pénales du Tribunal cantonal. Il a en particulier présidé la Chambre pénale pendant de nombreuses années ainsi que le Tribunal cantonal, en 2003 et 2011. Il a été en outre membre de la Commission d'examen des candidats au barreau.

Hugo Casanova est né en 1951 à Schmittlen. Après l'obtention de sa maturité au Collège St-Michel à Fribourg, il a entrepris des études de droit à l'Université de Fribourg, couronnées par une licence en 1975, puis par l'obtention du doctorat en 1982, année où il a obtenu également le brevet d'avocat. En 1985, Hugo Casanova a embrassé la carrière judiciaire qu'il ne quittera plus, en accédant à la Présidence de la Commission de recours en matière d'impôt du canton de Fribourg. Une charge qui l'a mené tout naturellement à être élu par le Grand Conseil, en 1991, comme Président de la Cour fiscale du nouveau Tribunal administratif cantonal qu'Hugo Casanova a présidé en 1994, en 2000 et en 2007. Son très fort engagement au sein de la Cour fiscale, qu'il a présidée jusqu'en 2013, a trouvé durant toute sa carrière un écho dans l'enseignement du droit fiscal, à l'Université de Fribourg dès 1987, où il a fonctionné dès 1996 comme Professeur titulaire, mais aussi au Schweizerisches Institut für Steuerlehre, à Zurich. Sa contribution au droit fiscal s'est encore concrétisée comme collaborateur de la rédaction des Archives de droit fiscal suisse et comme cofondateur et membre de la rédaction de la Revue fribourgeoise de jurisprudence. Il est également l'auteur de nombreuses publications sur le droit fiscal et sa procédure, notamment dans le cadre des rapports annuels sur la jurisprudence du Tribunal fédéral en matière de contributions cantonales et la procédure fiscale.

Le Tribunal cantonal remercie Josef Hayoz, Gabrielle Multone, Roland Henninger et Hugo Casanova pour leur engagement sans faille en faveur de la justice fribourgeoise et leur exprime toute sa gratitude pour le travail accompli pendant de si nombreuses années. Pour remplacer les trois premiers d'entre eux, le Grand Conseil a élu les juges Dominique Gross, Marc Boivin (à 50 %, l'autre mi-temps ayant été confié à Marc Sugnaux qui a augmenté son taux d'activité à 100 %) et Sandra Wohlhauser. L'intégration de ces nouveaux juges s'est très bien déroulée. Il est également relevé que Daniela Kiener, élue juge cantonale à 50 %, remplacera Hugo Casanova à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

---

S'agissant des activités accessoires, Dina Beti est membre de la Commission du barreau, nouvellement membre de la Commission des examens du barreau, et membre suppléant de la nouvelle Commission du notariat. Marc Boivin est membre suppléant de la Commission du barreau. Il est en outre chargé de cours de droit auprès de la HEG Fribourg, pour les formations de postgrade EMBA et CAS (public management). A côté de son poste de juge à mi-temps, il est actif dans le domaine de l'humour et de la culture. Hubert Bugnon préside la Commission d'école du Collège Ste-Croix et est membre de la Commission du barreau. Hugo Casanova était membre suppléant de la Commission du barreau et membre ordinaire de la Commission de recours de la Convention intercantonale sur les loteries et paris (saisie en général de un à deux cas par année). Il a continué en outre à être chargé de cours auprès de l'Institut suisse pour l'enseignement du Droit fiscal dans le cadre de la formation "Master of Advanced Studies Taxation FH" (trois leçons annuellement). Jérôme Delabays a été Président du Conseil de la magistrature jusqu'à fin juin et est toujours membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Johannes Frölicher continue d'œuvrer en tant que juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est toujours membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation « les Buissonnets ». Jusqu'à leur départ à la retraite, Josef Hayoz a été membre de la Commission cantonale de nomenclature et du Conseil scientifique pour le projet de recherche "Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz", Roland Henninger membre de la Commission d'examen des candidats au barreau et Gabrielle Multone membre de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB) de celle du barreau. Marianne Jungo est membre de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents, Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2<sup>ème</sup> arrondissement, ainsi que désormais aussi membre de la Commission de recours du GYB. Elle est Vice-présidente de l'Association St-Camille, à Marly. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité et est membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marc Sugnaux est membre suppléant de la Commission des examens du barreau et de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il préside le comité des associations Le Bosquet, à Givisiez. Il est membre du Comité de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisses et il est formateur en droit commercial dans le cadre d'un brevet fédéral. Adrian Urwyler préside le Conseil de la magistrature depuis le mois de juillet 2016 et est Président de la direction de l'Académie suisse de la magistrature. Sandra Wohlhauser préside la Commission informatique des autorités judiciaires et est membre de la Commission informatique de l'Etat de Fribourg.

### 1.3.2. Greffe

Actuellement, 65 personnes travaillent au Tribunal cantonal :

15	Juges cantonaux
1	Secrétaire général
24	Greffiers
18	Collaborateurs au sein du personnel administratif (1 cheffe de bureau, 15 secrétaires, 1 huissier, 1 archiviste judiciaire travaillant à 10% [engagé par le Service de la justice])
5	Greffiers-stagiaires (en principe 10 sur l'année)
2	Apprentis employés de commerce

---

65 (total)

En 2016, sans compter les Juges cantonaux et les engagements de durée déterminée (stagiaires, apprentis, personnel engagé sur crédits forfaitaires), l'effectif du greffe du Tribunal cantonal est constitué de 26.90 postes d'équivalents plein temps (EPT). Les montants suivants ont par ailleurs été octroyés à titre de crédits forfaitaires au budget 2016 (concerne le personnel administratif) :

Huissier : 97'000.- francs

Secrétaires : 130'000.- francs

Team informatique : 140'000.- francs (personnel travaillant au SITel)

Mise à jour RSF : 3'000.- francs (étudiante)

---

---

A titre informatif, les montants alloués ne correspondent pas forcément à la charge salariale y relative. Un 5% supplémentaire de poste de greffier a par ailleurs pu être comptabilisé sur les crédits forfaitaires. De surcroît, à la suite de la suppression du recours au Conseil d'Etat en matière de personnel le Tribunal cantonal s'est vu octroyer, à la suite d'un transfert de poste, un 100 % de greffier (non encore comptabilisé dans les EPT ci-dessus) afin de bénéficier des forces de travail indispensables à la gestion des nouveaux dossiers qu'implique cette modification législative.

S'agissant du personnel du Greffe, il y a lieu de relever avec grande satisfaction que l'Etat a pris la décision de pérenniser les postes sur crédits forfaitaires dès 2017, ce qui concerne 9 employés du Tribunal cantonal qui étaient depuis plusieurs années engagés par contrats de durée déterminée.

#### Départs-arrivées

S'agissant des greffiers, Rahel Brühwiler (départ à fin février 2016), Sandra Martins (fin août 2016), Laura Granito (fin septembre 2016) et Frédérique Riesen (fin octobre 2016) ont quitté le Tribunal cantonal. Elles ont été remplacées respectivement par Mirjam Brodbeck (début d'activité le 1<sup>er</sup> mai), Isabelle Schuwey (début d'activité en janvier 2017; vacance de poste comblée par Guillaume Bénard jusqu'à la fin de l'année), Jessica Koller (1<sup>er</sup> novembre 2016), et Silvia Aguirre (1<sup>er</sup> janvier 2017). Daniela Kiener, élue juge cantonale, a été remplacée par Angelika Spiess. Enfin, en ce qui concerne les procédures de recours direct du personnel de l'Etat auprès du Tribunal cantonal (sans procédure auprès du Conseil d'Etat), selon législation entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2016, Stéphanie Eichenberger a été engagée dès le mois de juillet 2016.

Au sein du secrétariat, Patricia Flynn (engagement sur crédit forfaitaire) a quitté le Tribunal cantonal et a été remplacée par Ophélie Carrel.

La forte charge de travail n'a pas empêché le Tribunal cantonal de poursuivre ses tâches de formation. Ainsi, dans le cadre de leur formation d'avocat/e, douze personnes ont accompli un stage de greffier/ère. Le Tribunal cantonal forme également des apprentis employés de commerce.

Des félicitations sont enfin adressées à Sandra Mantelli, greffière, qui a réussi le Certificate of Advanced Studies pour la Magistrature pénale (CAS MAP) délivré par l'Ecole romande de la magistrature pénale (ERMP).

### **1.4. Autres activités**

La Présidente, Marc Boivin et Johannes Frölicher ont organisé la Journée des Tribunaux des assurances 2016 qui s'est déroulée le 3 juin à Fribourg, en accueillant les Présidents des cours cantonales actives en assurances sociales de l'ensemble des cantons. Les juges et greffiers des cours administratives ainsi que le secrétaire général ont également participé à cette journée.

La Présidente a participé à la sixième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Berne.

Les juges et les greffiers de la Cour d'appel pénal ont participé à Lausanne à la rencontre annuelle des Cours d'appel pénal des cantons de Vaud, Neuchâtel et Fribourg.

Des juges ont participé aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à Zoug ainsi qu'à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM).

Michel Favre a participé à l'assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, au Lichtenstein.

Le 30 août 2016, Sandra Wohlhauser a participé à la Journée organisée par la Fondation pour la formation continue des juges suisses, à Olten.

Le 2 novembre 2016, Adrian Urwyler et Sandra Wohlhauser ainsi que les membres du Bureau informatique des autorités judiciaires ont participé à la 13ème journée d'informatique juridique à Berne.

La Présidente, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux diverses manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

---

## **Formations suivies par les juges**

Les différentes formations suivies par les juges au cours de l'année 2016 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

## **Activités scientifiques des juges/greffiers**

Hugo Casanova a contribué aux Mélanges en l'honneur de Claude Rouiller en rédigeant un article intitulé « Steuerverfahren und Steuergerechtigkeit – Gedanken zum „Steuerfall Dürnten ». Il a été modérateur dans le cadre des cours de formation continue de Schwarzenburg en droit fiscal en rapport avec le thème « Steuerrulings ». Il a participé au workshop de la 1<sup>ère</sup> Journée des Cours fiscales à Berne.

Hugo Casanova, Adrian Urwyler et Frédéric Oberson sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile. Il a également donné une conférence dans le cadre de la journée de formation organisée par l'Ordre des avocats fribourgeois. Il collabore toujours au Code de procédure civile annoté on-line.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale. Il a donné une conférence sur les frais et indemnités en matière pénale dans le cadre de la journée de la Revue neuchâteloise de jurisprudence ainsi qu'une conférence sur le thème de la fixation de la peine à l'occasion de la journée de formation de l'ordre des avocats fribourgeois. Il a donné des cours aux avocats-stagiaires fribourgeois sur la question de l'appel pénal.

Catherine Faller donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur le recours (art. 393 à 397 CPP) et la révision (art. 410 à 415 CPP) en matière pénale.

La Présidente, Johannes Frölicher et Marc Boivin ont animé la Journée des Tribunaux des assurances 2016.

Adrian Urwyler a assumé la responsabilité du module d'enseignement "Justice et publicité" dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature. Marc Sugnaux y a donné un cours sur le thème de la publicité de la justice. Frédéric Oberson a également dispensé un cours en matière de relations entre les tribunaux et les médias.

Christian Pfammatter a donné le 2 décembre 2016 une conférence sur certains aspects particuliers de l'aménagement du territoire dans le cadre de la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois.

\*\*\*\*\*

---

# Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2016

## 1. Allgemeiner Teil

### 1.1. Allgemeine Bemerkungen

Im 2016 hat das Kantonsgericht 3139 Urteile gefällt. Gegen 301 dieser Urteile wurden Beschwerden beim Bundesgericht eingereicht; in 32 Fällen, also in 1% der Entscheide des Kantonsgerichts, wurden sie gutgeheissen. In organisatorischer Hinsicht war das Jahr geprägt durch den Rücktritt der Richter Josef Hayoz, Gabrielle Multone und Roland Henninger per Ende Januar und von Hugo Casanova auf Ende Dezember. Das Kantonsgericht dankt ihnen für ihren grossen Einsatz zum Wohlergehen der Freiburger Justiz und drückt ihnen seine Anerkennung für die während so vielen Jahren geleistete Arbeit aus. In Ersetzung der drei erstgenannten Richter wählte der Grosse Rat die Richter Dominique Gross, Marc Boivin (zu 50 %, die andere Hälfte des Stelle wurde Marc Sugnaux anvertraut, der seinen Beschäftigungsgrad auf 100 % erhöht hat) sowie Sandra Wohlhauser. Die Integrierung der neuen Richter ist reibungslos verlaufen. Des Weiteren wird Daniela Kiener, die als Kantonsrichterin mit einem Beschäftigungsgrad von 50 % gewählt wurde, Hugo Casanova ab dem 1. Januar 2017 ersetzen. Was das Personal der Gerichtsschreiberei anbelangt, kann mit grosser Zufriedenheit festgestellt werden, dass der Staat beschlossen hat, die mit einem Pauschalkredit geschaffenen Stellen ab 2017 in ordentliche Stellen umzuwandeln. Von diesem Entscheid sind 9 Angestellte des Kantonsgerichts betroffen, die während mehreren Jahren mit befristeten Verträgen angestellt waren. Auf administrativer Ebene wurde ein beträchtlicher Aufwand geleistet, um das Kantonsgericht mit modernen und leistungsstarken Arbeitsinstrumenten auszurüsten. Es wurden ein Leitplan ausgearbeitet und neue Informatikwerkzeuge in Betrieb genommen (Suchmaschine für veröffentlichte Entscheide, Intranet).

#### 1.1.1. Verwaltung der Justiz

Das Gesamtgericht ist zu 9 und die Verwaltungskommission zu 17 Sitzungen zusammengetreten. Mehrere Entscheide konnten ausserdem auf dem Zirkulationsweg gefällt werden. Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission haben sich um allgemeine Verwaltungsaufgaben namentlich in Bezug auf das Personal und den Voranschlag gekümmert, mit Fragen betreffend die Organisation des Gerichts befasst und an 16 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich teilgenommen. Ausserdem hat das Kantonsgericht anlässlich seiner traditionellen Pressekonferenz seinen Jahresbericht vorgestellt. Es hat im Namen des Kantons die Tagung der schweizerischen Sozialversicherungsgerichte, die am 3. Juni 2016 in Freiburg stattfand, organisiert. Es hat an der sechsten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Bern, an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Zug, an dem von der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) organisierten Tag der Richterinnen und Richter sowie an der Jahresversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Lichtenstein teilgenommen. Schliesslich haben die Kantonsrichter auf Delegation des Justizrates hin verschiedene jährliche Inspektionen durchgeführt.

### Organisation und Arbeitsweise

Die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts sind im entsprechenden Reglement des Kantonsgerichts vom 22. November 2012 (RKG; SGF 131.11) geregelt.

Namentlich der Änderung des Justizgesetzes vom 19. Dezember 2014 Rechnung tragend, wurden 2016 folgende Reglementsänderungen vorgenommen:

- Die Abteilungen – und ihr Präsidium – wurden aufgehoben. Um die interne Verwaltung des Gerichts zu erleichtern, haben die Zivilrechtlichen, Strafrechtlichen und Verwaltungsrechtlichen Gerichtshöfe je eine Richterin oder einen Richter pro Sachgebiet als Ansprechperson bezeichnet. Diese Person

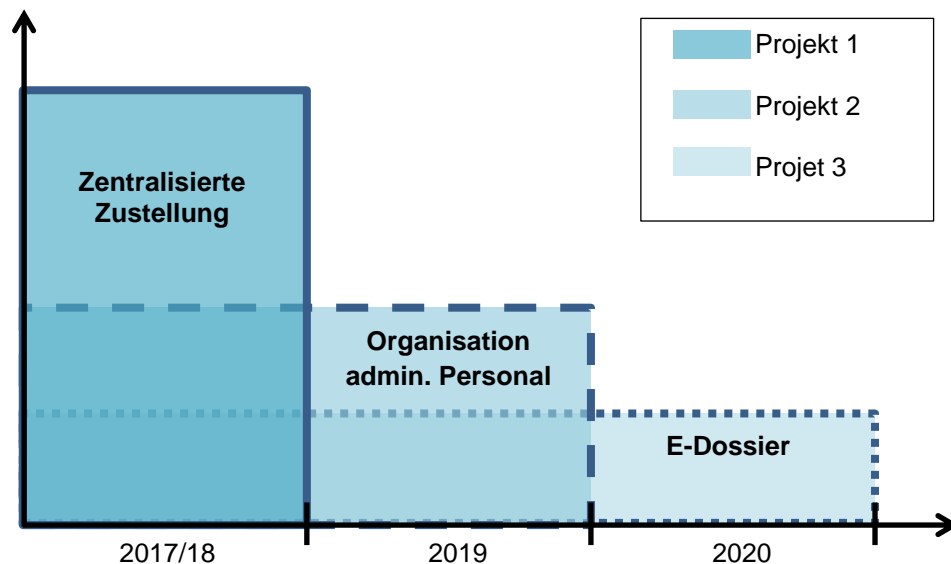
ist in Zusammenarbeit mit der Präsidiialgerichtsschreiberin oder dem Präsidiialgerichtsschreiber (ehemals die Funktion einer Abteilungs-Gerichtsschreiberin oder eines Abteilungs-Gerichtsschreibers) die Ansprechperson bei Fragen zur allgemeinen Geschäftsführung der Gerichtshöfe. Auf Delegation des Gesamtgerichts gibt die Ansprechperson ebenfalls Stellungnahmen zu Händen des Justizrates ab, wenn es um die Zuteilung von Dossiers an die gerichtsunabhängige Richterin geht.

- Die Verwaltungskommission setzt sich nunmehr aus dem Präsidium und dem Vizepräsidium des Kantonsgerichts sowie einer dritten Richterin oder einem dritten Richter, die oder der für ein Jahr gewählt wird, mit dem Generalsekretariat zusammen. Von 2008 bis Ende 2015 tagte sie noch mit fünf Richterinnen und Richtern. Die ersten Erfahrungen sind sehr positiv ausgefallen. Die neue Zusammensetzung verstärkt die Effizienz bei der Entscheidfällung innerhalb der Verwaltungskommission und erlaubt gleichzeitig den diesbezüglichen notwendigen Austausch untereinander; die beiden anderen vorher beteiligten Richter können sich indessen voll und ganz ihren richterlichen Aufgaben widmen.
- Auf gerichtlicher Ebene wurde der Moderationshof aufgehoben; dessen Befugnisse konnten auf die übrigen Zivilgerichtshöfe verteilt werden. Auch die Zuständigkeiten des II. Zivilappellationshofs wurden überarbeitet. Die Dossiers im Bereich der unentgeltlichen Rechtspflege und der Einrede der Unzuständigkeit folgen nunmehr dem gleichen Weg wie das betreffende Verfahren in der Sache selber. Zusätzlich zu seinen anderen gegenwärtigen Kompetenzen prüft und überweist der II. Zivilappellationshof die im Sinne des Haager Übereinkommens vom 18. März 1970 über die Beweisaufnahme im Ausland in Zivil- oder Handelssachen eingereichten internationalen Rechtshilfesuche. Diese neue Befugnis vereinfacht die Behandlung dieser Fälle. Schliesslich ermöglicht es ein Zusatz im Reglement, im Bedarfsfall die Arbeitslast der beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe auszugleichen, um deren ordnungsgemässen Betrieb sicherzustellen.

Der Weiteren hat das Kantonsgericht **seinen Leitplan 2017 - 2021** (Art. 8 und 11 RKG) angenommen. Hierzu hat es ein Portfolio von fünf priorisierten Projekten gemäss folgender Tabelle erstellt.

<b>Leitplan 2017-2021: Portfolio an fünf priorisierten Projekten</b>	
<b>Projekt</b>	<b>Kurzbeschreibung</b>
1: Zentralisierte Zustellung	Einführung eines zentralisierten Zustellungssystems, mit integrierter zentraler Druckerei. Heranführung an das elektronische Dossier. Effizienzgewinn, vor allem beim administrativen Personal.
2: Organisation und Anforderungen des administrativen Personals	Durch die Einführung des zentralisierten Zustellungssystems verändern sich die Arbeitsmethoden des administrativen Personals. Überlegungen zu Struktur und Organisation dieser Einheit.
3: Elektronisches Dossier	Schrittweise Heranführung des Kantonsgerichts an das elektronische Dossier durch verschiedene Unterprojekte wie die Digitalisierung der Bibliothek, des Archivs und so weiter.
4: Arbeitslast	Analyse der gegenwärtigen Arbeitslastverhältnisse unter Berücksichtigung der Verantwortlichkeiten mit dem Ziel, die Arbeitslast adäquat verteilen zu können.
5: Teilzeit- und Telearbeit	Ausarbeitung der Rahmenbedingungen mit Hilfe einer Weisung für Teilzeit- und Telearbeitende.

Die ersten drei Projekte werden gleichzeitig gestartet, jedoch nicht gleichzeitig abgeschlossen werden, da die einzubringenden Ressourcen unterschiedlich sind. Ihre Planung gestaltet sich nach folgendem Schema:



In Zusammenhang mit der Organisation und der Arbeitsweise des Kantonsgerichts wird ausserdem Folgendes festgestellt:

#### *Die Gerichtstätigkeit betreffend*

Die **gesamte Arbeitslast ist weiterhin hoch**. Per 31. Dezember 2016 waren beim Kantonsgericht insgesamt 1325 Angelegenheiten hängig (gegenüber 1302 per 31.12.2015). Es verzeichnete 3177 neue Angelegenheiten, somit 309 mehr als 2015, was einer Zunahme von über 10 % entspricht. Zu spüren bekommt diese Zunahme insbesondere der I. Zivilappellationshof (dessen Arbeitsvolumen im Übrigen innert zehn Jahren um das Drei- oder Vierfache gestiegen ist). Er befürchtet namentlich die Konsequenzen der Änderungen der Bestimmungen im Bereich der Unterhaltsbeiträge, die 2017 in Kraft treten werden. Die Strafkammer hatte ihrerseits eine Zunahme von 20 % gegenüber 2015 zu verzeichnen; es gelingt ihr kaum, die Rückstände aufzuholen, wo doch die Angelegenheiten fast ausnahmslos rasch entschieden werden müssen. Der I. Verwaltungsgerichtshof hatte im betreffenden Zeitraum seinerseits einen starken Anstieg zu verzeichnen: 108 Angelegenheiten mehr als 2015, somit eine Zunahme von 62 %, dies im Bereich des Ausländerwesens und der Beschwerden im Personalwesen (logische Zunahme nach der Aufhebung der Beschwerde an den Staatsrat per 1. Juli 2016) sowie in den Nebendossiers (unentgeltliche Rechtspflege und vorsorgliche Massnahmen). Was die zwei Sozialversicherungsgerichtshöfe anbelangt, beläuft sich die Zunahme der neuen Angelegenheiten auf insgesamt 4,85 %, wobei die Erhöhung jener in der Hauptsache nahezu 10 % beträgt, was insgesamt 562 Neueingänge ausmacht. Die Erledigung der Angelegenheiten ist für das Kantonsgericht insgesamt um ca. 9 % gestiegen. Dieser Anstieg vermag jedoch die Zunahme der Neueingänge nicht einzudämmen. Das Kantonsgericht hat Reorganisationsmassnahmen getroffen, um diese Situation bewältigen zu können. Die Umsetzung der Änderungen des RKG, der Leitplan, die Verbesserung der internen Abläufe und in der Kommunikation (vgl. weiter unten) bilden Teil der 2016 getroffenen Massnahmen. Sollten die Neueingänge weiterhin ansteigen, wird das Kantonsgericht jedoch rasch an seine Grenzen gelangen und die Arbeitslast, sei es im Personalbereich oder in den organisatorischen Massnahmen, nicht mehr mit den ihm zur Verfügung stehenden Mitteln bewältigen können. Weitere Einzelheiten folgen unter den Punkten 1.1.2.2 - 1.1.2.12 dieses Berichts.

---

#### *Die Gerichtsschreiberei betreffend*

- Die **Arbeitsprozesse** sind weiterhin Abklärungen unterzogen worden. Diese Schritte führten zu neuen vereinheitlichten Abläufen innerhalb des Gerichts.
- Auch die interne **Kommunikation** wurde analysiert und verbessert. In diesem Hinblick wurde namentlich eine Umfrage beim gesamten Personal durchgeführt, das darauf anonymisiert antworten konnte. Gestützt auf die Ergebnisse und weitere Arbeiten wurde eine **Intranet-** Seite (mit Zugriffskontrolle; interne Benutzung durch das Kantonsgericht) entwickelt und in Betrieb gesetzt.
- Die Kommunikation nach aussen wurde ebenfalls verbessert, insbesondere in Bezug auf die Rechtsprechung. Das Kantonsgericht veröffentlichte bereits jetzt seine Entscheide auf seiner Internetseite. Dank der **Suchmaschine «Tribuna Publication»**, die nach einer Testphase ab Juni 2016 in Betrieb genommen wurde, ist der Zugang zur Rechtsprechung nunmehr leichter geworden (<https://publicationtc.fr.ch/?locale=fr>). Die Plattform verfügt über mehrere Suchfunktionen («Volltext»-Suche, Normen-Suche, Suche «mit Thesaurus»). Um die zusätzliche Arbeitslast am Kantonsgericht für die Bereitstellung der Entscheide im Internet möglichst gering zu halten, wurden die internen Abläufe zur Anonymisierung und Publikation in enger Zusammenarbeit mit dem Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) und dem Anbieter Delta Logic AG optimiert. Die Software Tribuna Anonymisierung, die als Word-AddIn die Funktionen von Word Office erweitert, erleichtert die Anonymisierungsarbeit, indem sie automatisch mit Hilfe der von Tribuna Geschäftskontrolle gelieferten Dossierdaten einen Vorschlag für die Anonymisierung erstellt. Häufig verwendete Namen und Begriffe können ebenfalls automatisch anonymisiert werden. Zusätzlich ist es möglich, diese automatisierten Vorschläge manuell zu ergänzen und zu überarbeiten. Einige interne Arbeiten, die vor der Publikation nötig sind, werden durch einen Automatisierungsprozess unterstützt, was die Arbeit der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter am Kantonsgericht stark erleichtert. Die Entscheide des Kantonsgerichts, die seit 2014 bis zum heutigen Tag publiziert worden sind, sind bereits in der Suchmaschine verfügbar. Diejenigen Entscheide, die noch vor 2014 und somit ohne Suchmaschine publiziert worden sind, werden rückwirkend aufbearbeitet und schrittweise in die neue Software Tribuna Publikation integriert.

#### *Die Infrastruktur und die übrigen Verwaltungsaufgaben des Justizwesens betreffend*

- Gemäss der neuen Verordnung vom 3. November 2015 über das Informatik- und Telekommunikationsmanagement in der Kantonsverwaltung wurde eine **neue Informatikorganisation der Gerichtsbehörden** bereitgestellt. Sie muss noch formell vom Staatsrat institutionalisiert werden, welcher derweilen bereits Kantonsrichterin Sandra Wolhauser als Mitglied der Informatikkommission des Staates (kantonales Organ für Informatiksteuerung) ernannt hat. Es wurde eine Informatikkommission der Gerichtsbehörden als Informatiksteuerungsorgan der Gerichtsbehörden eingesetzt. Oberstes Ziel dieser neuen Organisation sind die effiziente Verwaltung und Weiterentwicklung der unerlässlich gewordenen Informatikwerkzeuge der Gerichtsbehörden, indem alle möglichen Synergien genutzt werden. Zweites Ziel ist die Vertretung der Interessen der Gerichtsbehörden gegenüber unseren Partnern, dies sowohl im Informatikbereich als auch bei der finanziellen Planung. Nach einem Austausch mit den verschiedenen Behörden bzw. den betroffenen Konferenzen setzt sich die Kommission aus Magistraten des Gerichtswesens, welche die verschiedenen Behörden vertreten, sowie aus weiteren Vertretern der Partnereinheiten (Justizrat, SJD, ITA) zusammen. Für die Vorbereitung der Sitzungen und die Bewältigung der laufenden Informatikgeschäfte hat die Kommission ebenfalls ein Informatikbüro der Gerichtsbehörden eingesetzt.
- Was das **Gebäude** anbelangt, hat das «Institut universitaire romand de la santé au travail (IST)» seine Massnahmen im Auftrag des Amts für Personal und Organisation weiterverfolgt. Es hat die klimatische Problematik im Innenbereich des Gebäudes untersucht und nach Analyse einen neuen Bericht erstellt. Im Westflügel des Gebäudes wurden neue thermische und phonische Isolationsarbeiten ausgeführt. Für diesen Gebäudebereich sind weitere Vorkehrungen geplant, um die Arbeitsbedingungen zu verbessern.



- 
- Ebenfalls wurden Massnahmen getroffen, die in Zusammenhang mit Fragen der **Archivierung** und der Dokumentenverwaltung stehen. Um den Anforderungen des neuen Gesetzes über die Archivierung zu genügen und mit der Unterstützung und unter Leitung des Gerichtsarchivars hat das Kantonsgericht mit dem Projekt der Erstellung und Umsetzung der Aktenablage und -führung der Gerichtsbehörden begonnen, dies in Übereinstimmung mit dem Amt für Justiz und dem Staatsarchiv. Die den Mitarbeitenden des Kantonsgerichts angebotenen Möglichkeiten des **digitalen Konsultierens** wurden weiterentwickelt. Es wird unter Zufriedenheit der Benutzer immer mehr Gebrauch davon gemacht (Revue Print Plus, ZPO- online, BGE, Weblaw, Swisslex). Ausserdem wird die Möglichkeit des digitalen Konsultierens von Lehrbüchern ebenfalls gegenwärtig analysiert.

### 1.1.2. Arbeitsvolumen

Die Arbeitslast des Kantonsgerichts wird immer umfangreicher. Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten hat systematisch zugenommen (Zivilrechtliche Höfe: 1099 im Jahr 2015, 1170 im Jahr 2016 = + 71 Dossiers [+ 6.5 %]; Strafrechtliche Höfe: 483 im Jahr 2015, 551 im Jahr 2016 = + 68 Dossiers [+ 14.1 %]; Verwaltungsrechtliche Höfe: 1270 im Jahr 2015, 1441 im Jahr 2016 = + 171 Dossiers [+ 13.5 %]). Die Zunahme der Erledigungen hat es erlaubt, diesen Anstieg einigermaßen zu bewältigen (Zivilrechtliche Höfe: 1128 im Jahr 2015, 1150 im Jahr 2016 = + 22 Dossiers [+2 %]; Strafrechtliche Höfe: 461 im Jahr 2015, 553 im Jahr 2016 = + 92 Dossiers [+ 20 %]; Verwaltungsrechtliche Höfe: 1279 im Jahr 2015, 1420 im Jahr 2016 = + 141 Dossiers [+ 11 %]). Diese Zunahme ermöglicht es jedoch nicht, die steigende Zahl der hängigen Angelegenheiten einzudämmen (Zivilrechtliche Höfe: 163 per 31.12.15, 183 per 31.12.16 = + 20 Dossiers [+ 12.3 %]; Strafrechtliche Höfe: 156 per 31.12.15, 154 per 31.12.16 = - 2 Dossiers [- 1.3 %]; Verwaltungsrechtliche Höfe: 965 per 31.12.15, 986 per 31.12.16 = + 21 Dossiers [+ 2.2 %]). Das Kantonsgericht stellt somit eine Gesamtzunahme der hängigen Angelegenheiten von ca. 3 % fest (1287 per 31.12.15; 1325 per 31.12.16 = + 38 Dossiers [+ 2.95 %]).

Für ergänzende Erläuterungen wird auf die Ziffern 1.2.1.1, 1.2.1.2 und 1.2.2 - 1.2.13 weiter unten verwiesen.

---

## 1.2. Gerichtstätigkeit

### 1.2.1. Allgemeines

#### a) Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Höfe

<b>Kantonsgericht</b>				
<b>Allgemeine Statistik</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1287	1302	1323	1207
b) eingetragene Angelegenheiten	3177	2868	2957	2933
c) erledigte Angelegenheiten	3139	2883	2978	2817
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1325	1287	1302	1323

Ganz allgemein ist die Zahl der neuen Angelegenheiten gestiegen (2016: 3177; 2015: 2868; 2014: 2957; 2013: 2'933), wobei hervorzuheben ist, dass zahlreiche zu behandelnde Dossiers sehr komplex und umfangreich sind.

#### Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2589 Urteile in französischer und 534 in deutscher Sprache gefällt. Hinzu kommen die 16 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

<b>Zivilrechtliche Höfe</b>				
<b>Allgemeine Statistik</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	163	192	216	200
b) eingetragene Angelegenheiten	1170	1099	1218	1143
c) erledigte Angelegenheiten	1150	1128	1242	1127
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	183	163	192	216

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten des I. Zivilappellationshofs ist stark gestiegen, nämlich um 50 % (300 im Jahr 2015, 450 im Jahr 2016 = + 150 Dossiers); jene des II. Zivilappellationshofs hat um 43.1 % zugenommen (311 im Jahr 2015, 445 im Jahr 2016 = + 134 Dossiers), wobei hervorzuheben ist, dass 166 Rechtshilfesuche in der Gesamtzahl von 445 Dossiers mit enthalten sind. Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer ist indessen um 10 % zurückgegangen (160 im Jahr 2015, 144 im Jahr 2016 = - 16 Dossiers). Nach der starken Zunahme der beim Kindes- und Erwachsenenschutzhof eingetragenen Angelegenheiten (22 im Jahr 2012, 178 im Jahr 2013, 197 im Jahr 2014) hat sich die Lage stabilisiert (125 im Jahr 2015, 131 im Jahr 2016 = + 6 Dossiers [+ 4.8%]). Schliesslich wird hervorgehoben, dass der Moderationshof ab dem 1. Januar 2016 aufgehoben wurde. Die bei ihm eingetragenen Angelegenheiten sind auf die übrigen Zivilrechtlichen Höfe verteilt worden.

#### Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die zivilrechtlichen Höfe haben 1030 Urteile in französischer und 120 in deutscher Sprache gefällt.

---

## **Strafrechtliche Höfe**

<b>Allgemeine Statistik</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	156	134	155	145
b) eingetragene Angelegenheiten	551	483	450	459
c) erledigte Angelegenheiten	553	461	471	449
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	154	156	134	155

Die Zahl der beim Strafappellationshof (+ 9.9 %) und bei der Strafkammer (+ 20 %) eingetragenen Angelegenheiten ist gestiegen. Die Gesamtzunahme erhebt sich gegenüber 2015 auf über 14 %.

### **Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten**

Die strafrechtlichen Höfe haben 460 Urteile in französischer und 93 in deutscher Sprache gefällt.

## **Verwaltungsrechtliche Höfe**

<b>Allgemeine Statistik</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	965	974	949	862
b) eingetragene Angelegenheiten	1441	1270	1272	1300
c) erledigte Angelegenheiten	1420	1279	1247	1213
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	986	965	974	949

Die Zahl der 2016 bei den Verwaltungsrechtlichen Höfen eingetragenen Angelegenheiten liegt höher als 2015 (+ 171 Dossiers). Die Anzahl Dossiers des I. Verwaltungsgerichtshofs (+ 107 Dossiers [+62 %]) hat stark zugenommen. Diese Erhöhung ist im Bereich des Ausländerwesens und der Beschwerden im Personalwesen (21 eingegangene Beschwerden), was sich als logische Folge der Aufhebung der Beschwerden des Personals an den Staatsrat ab dem 1. Juli 2016 erwiesen hat, sowie in den Nebendossiers (unentgeltliche Rechtspflege und provisorische Massnahmen) zu verzeichnen. Auch die Angelegenheiten des II. Verwaltungsgerichtshofs haben zugenommen (+ 23 Dossiers [+ 16.1 %]). Dasselbe gilt für die neuen Angelegenheiten beim III. Verwaltungsgerichtshof (+ 24 Dossiers [+ 11.4 %]). Hingegen ist die Zahl der beim Steuergerichtshof eingetragenen Angelegenheiten leicht rückläufig (- 13 Dossiers [- 4.5 %]). Bei den Dossiers der Sozialversicherungsgerichtshöfe ist eine Zunahme der Neueingänge von 4.5 % (+26 Dossiers) zu verzeichnen.

Hinsichtlich der Verteilung der Fälle verzeichnen die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe 1063 Dossiers (I. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2016 [308] und neu eingetragene Angelegenheiten [295]; II. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2015 [219] und neu eingetragene Angelegenheiten [241]). Dies macht 48.4% der 2016 bei den Verwaltungsrechtlichen Höfen hängigen Angelegenheiten aus. Beim Steuergerichtshof sind insgesamt 16 % der Eintragungen zu verzeichnen (139 hängige Dossiers + 212 neue Angelegenheiten = 351), Beim I. Verwaltungsgerichtshof 11.9 % (88 hängige Dossiers + 171 neue Angelegenheiten = 259), beim II. Verwaltungsgerichtshof 11.2 % (101 hängige Dossiers + 143 neue Angelegenheiten = 244) und beim III. Verwaltungsgerichtshof 12.5 % (72 hängige Dossiers + 208 neue Angelegenheiten = 280 Dossiers).

Es wird hervorgehoben, dass die Zahl der gesamten durch die Verwaltungsrechtlichen Höfe erledigten Angelegenheiten nochmals stark gestiegen ist (+ 141 Dossiers im Jahr 2015; + 32 Dossiers im Jahr 2015; + 34 Dossiers im Jahr 2014). Trotz der grossen Bemühungen aller Richter und Mitarbeitenden und des regelmässigen Beizugs von Ersatzrichtern konnte die Zahl der in den Höfen erledigten Angelegenheiten die Zahl der neu eingetragenen Fälle nicht ausgleichen, was zu einer Erhöhung der hängigen Angelegenheiten per 31. Dezember 2016 gegenüber dem 31. Dezember 2015 um 21 Dossiers führte. Diese Situation ist bedenklich, ist doch die Zahl der hängigen Angelegenheiten mit 986 offenen Dossiers per 31. Dezember 2016 hoch.

### **Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten**

Die verwaltungsrechtlichen Höfe haben 1099 Urteile in französischer und 321 in deutscher Sprache gefällt.

### *b) Dauer des Verfahren*

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	<b>1 bis 30 Tage</b>	<b>1 bis 3 Monate</b>	<b>3 bis 6 Monate</b>	<b>6 bis 12 Monate</b>	<b>1 bis 2 Jahre</b>	<b>Mehr als 2 Jahre</b>
I. Zivilappellationshof	186	121	68	54	6	2
II. Zivilappellationshof und Präsident	306	93	37	12	4	1
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	101	34	3	0	2	0
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	53	44	21	0	0	0
Strafappellationshof	65	36	35	67	20	2
Strafkammer	136	110	45	26	1	0
I. Verwaltungsgerichtshof	49	70	36	50	20	6
II. Verwaltungsgerichtshof	29	35	42	32	19	13
III. Verwaltungsgerichtshof	73	83	29	20	11	5
Steuergerichtshof	29	47	30	42	92	1
I. Sozialversicherungsgerichtshof	23	24	18	49	144	35
II. Sozialversicherungsgerichtshof	22	41	35	35	113	18

Die Zahl von 53 Angelegenheiten mit einer Verfahrensdauer von über 2 Jahren bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen lässt sich durch deren Überlastung erklären. Auch wenn die Zahl gegenüber 2015 (um 70) zurückgegangen ist, bleibt sie immer noch hoch.

---

### *c) Delegierte Aufsicht*

Im Auftrag des Justizrats (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht einen Teil der Staatsanwaltschaft (10 Staatsanwälte) und des Bezirksgerichts der Saane (7 Präsidenten), das Jugendgericht, die Bezirksgerichte der Glane, des Greyerz, der Sense und des Vivisbachs, die Friedensgerichte der Broye, des Greyerz, des Sees und der Saane, alle Oberämter mit Ausnahme jenes des Saanebezirks, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Rekurskommissionen für neue Parzellarvermessung, der Universität, für Bodenverbesserungen und die Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen inspiziert.

Als unabhängige Aufsichtsbehörde hat das Kantonsgericht auch das kantonale Konkursamt sowie die sieben Betreibungsämter inspiziert.

#### 1.2.2. I. Zivilappellationshof

Nach den bis dahin nie gekannten Zunahmen in den Jahren 2010 und 2011 (wo die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten von 100 auf 353 gestiegen ist), hatte sich die Zahl der beim I. Zivilappellationshof eingetragenen Fälle stabilisiert (300 eingetragene Angelegenheiten im Jahr 2015). Leider hat sich 2016 wieder eine starke Zunahme ergeben (450 eingetragene Angelegenheiten, somit eine Erhöhung um 50 %). Von 2010 bis 2016 haben die Fälle somit um 350 % zugenommen.

Die Zahl der hängigen Angelegenheiten am Ende des Jahres hat sich nichtsdestotrotz auf unter hundert gehalten; die älteren (vor 2016 eingetragenen) Dossiers sind alle erledigt worden. Der Hof arbeitet nunmehr mit 4 ordentlichen Richtern, gegenüber den 3.5 Stelleneinheiten zuvor. Mit dem Beizug von Ersatzrichtern und der Unterstützung durch kompetente Gerichtsschreiber konnte diese Erhöhung gegenwärtig bewältigt werden. Die Situation des Hofes ist jedoch heikel und die Ungewissheit in Zusammenhang mit der Anwendung des neuen, seit dem 1. Januar 2017 geltenden Rechts in Bezug auf den Kindesunterhalt und den Vorsorgeausgleich bei Scheidung lässt wiederum eine hohe Zahl von Beschwerden im Jahr 2017 erwarten, und dies in Bereichen, in denen eine rasche Behandlung geboten ist.

#### 1.2.3. II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt die Berufungen und Beschwerden im Bereich des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts (~ 45%), des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts (~ 10%) und der unentgeltlichen Rechtspflege (~ 5%) sowie komplexe Verfahren als einzige kantonale Instanz (5 Angelegenheiten).

Da die Parteien in diesen Rechtsgebieten auf einen raschen Entscheid angewiesen sind, sorgt der Hof für eine rasche Erledigung der Angelegenheiten. So wurden 2016 87 % der Angelegenheiten binnen drei Monaten entschieden, 95 % innerhalb von sechs Monaten.

Der II. Zivilappellationshof ist neu zuständig für die Prüfung und Weiterleitung der eingehenden internationalen Rechtshilfesuche in Zivil- und Handelssachen. Im Jahre 2016 wurden 166 Rechtshilfeersuchen behandelt (36%); damit erklärt sich auch der massive Anstieg der eingegangenen Angelegenheiten.

#### 1.2.4. Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und den Staatsrat.

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

---

### 1.2.5. Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Die Zahl der Dossiers ist 2016 stabil geblieben (125 Dossiers im Jahr 2015, 131 im Jahr 2016). Die Arbeitslast bleibt jedoch hoch, da diese Fälle rasch behandelt werden müssen. Der Hof hat sich ausserdem dreizehnmal ins Behandlungszentrum in Marsens begeben, um Anhörungen durchzuführen.

### 1.2.6. Strafappellationshof

Abgesehen davon, dass ein erneuter Anstieg der Zahl der eingetragenen Dossiers zu verzeichnen ist (+ 10 % im Jahr 2016), gibt die Tätigkeit des Strafappellationshofs für das Jahr 2016 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

### 1.2.7. Strafkammer

Seit dem Inkrafttreten der neuen Strafprozessordnung im Jahr 2011 ist die Zahl der bei der Strafkammer eingetragenen Angelegenheiten von 197 auf 333 gestiegen, was eine Erhöhung von 69% ausmacht. Sachbedingt sind die meisten dieser Fälle mit einem hohen Prioritätsgrad zu behandeln. Diesbezüglich ist insbesondere hervorzuheben, dass die Beschwerden im Bereich der Inhaftierungen – die absolute Priorität haben, und für die im Übrigen während verlängerten Wochenenden eine Permanenz eingerichtet werden muss – von 17 Fällen im Jahr 2011 auf 34 Fälle im Jahr 2016 gestiegen sind. Diese Situation ist besorgniserregend, dies umso mehr, als wegen der erforderlichen Raschheit der Behandlung der Fälle sich der Beizug von Ersatzrichtern schwieriger gestaltet. Es sei ausserdem daran erinnert, dass die drei Richter der Strafkammer abgesehen davon, dass sie als ordentliche Richter in anderen Höfen tagen, zudem alle Revisionsgesuche, die beim Strafappellationshof eingetragen werden, behandeln.

### 1.2.8. I. Verwaltungsgerichtshof

Beim I. Verwaltungsgerichtshof war gegenüber 2015 eine starke Zunahme der Fälle zu verzeichnen: 107 zusätzliche Angelegenheiten, somit eine Erhöhung um 62.5 %. Betroffen waren die Bereiche Ausländerwesen und Beschwerden im Personalwesen (logische Zunahme nach der Aufhebung der Beschwerden an den Staatsrat ab dem 1. Juli 2016), sowie die Fälle in Nebenangelegenheiten (unentgeltliche Rechtspflege und vorsorgliche Massnahmen).

### 1.2.9. II. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung des II. Verwaltungsgerichtshofs gibt für 2016 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

### 1.2.10. III. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung 2016 des III. Verwaltungsgerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Hervorzuheben ist jedoch, dass nach dem Weggang von Josef Hayoz und von Gabrielle Multone für die Behandlung der Fälle in deutscher Sprache Dominique Gross, und als neues Mitglied und neue Präsidentin Anne-Sophie Peyraud hinzugekommen sind.

### 1.2.11. Steuergerichtshof

Nachdem Hugo Casanova seit 1985 als Präsident der ehemaligen Steuerrekurskommission gewirkt hatte, war er ab der Schaffung des Steuergerichtshofs am 1. Januar 1992 bis 2013 dessen Präsident und danach ordentlicher Richter bis zum 31. Dezember 2016. Der Steuergerichtshof ist ihm zutiefst dankbar, dass er

---

während mehr als dreissig Jahren für Qualität und Kohärenz in einer Rechtsprechung bedacht war, auf die sich der Hof auch in Zukunft wird abstützen können.

Die Zahl der neu eingetragenen Fälle ist stabil, wenn auch auf einem relativ hohen Niveau (202). Der Umfang der erledigten Angelegenheiten ist bedeutend grösser als die Zahl der Neueingänge, was die Zahl der Ende 2016 hängigen Fälle (139) nahezu auf den Stand von Ende 2012 (131) versetzt. Die Art der behandelten Fälle gibt ihrerseits zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

### 1.2.12. I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

Die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe haben 2016, wie auch im Jahr 2015, ohne wesentliche Änderungen des Beschäftigungsgrades der Mitarbeitenden ihre Bemühungen fortgesetzt.

Der Eingang der Dossiers hat um 4.85 % zugenommen, wobei der Anteil jener in der Hauptsache gegenüber 2015 um nahezu 10 % angestiegen ist. Wenn der Prozentsatz der Erledigungen im Verhältnis zur Statistik des Vorjahres ein wenig abgenommen hat, so ist das zum Teil auf die neuen Massnahmen zurückzuführen, die zu Beginn des Jahres im Zuge der Reorganisation beider Höfe (namentlich mit einem Wechsel auf der Präsidialebene des I. Hofes, seines Vizepräsidiums und der Erhöhung des Beschäftigungsgrades eines dritten Richters) intern getroffen wurden. Die Fälle von unentgeltlicher Rechtspflege werden nunmehr grundsätzlich mit den Entscheiden in der Sache selber behandelt, was einen provisorischen Rückgang der Erledigungen verursacht. Indessen wurden im Vergleich zum Jahr 2015 49 zusätzliche Angelegenheiten in der Hauptsache erledigt. Die beiden Höfe verzeichnen somit per Ende Jahr grosso modo zwei Monate Vorsprung gegenüber dem gleichen Datum des Vorjahres, was eine deutliche Verkürzung der Verfahrensdauer bringen sollte.

Neben dem Leistungsbeitrag der Gerichtsschreiber und aller amtierenden und ehemaligen Richter (die namhaft dazu beigetragen haben, die Entscheidungsfällung auf dem Zirkulationsweg zu beschleunigen), hat sich die Mitwirkung der Ersatzrichter im Jahr 2016 wiederum als sehr hilfreich erwiesen.

Dennoch bleibt die Situation der beiden Höfe prekär. Sie bleiben überlastet, die Dauer der Verfahren ist länger als in allen anderen Höfen, dies namentlich wegen der umfangreichen zu behandelnden Fälle; dazu gehören die Fälle im Bereich der Invalidenversicherung (194 hängige Dossiers, wobei ein grosser Teil der Beschwerden Revisionen bzw. Rentenstreichungen betrifft). Die Zunahme von Streitfällen in bestimmten Bereichen ist bedenklich (Unfallversicherung), und die Zahl der Beschwerden im direkten Zusammenhang mit prekären Situationen von Versicherten (Ergänzungsleistungen, Arbeitslosigkeit, Sozialhilfe) nimmt nicht ab, im Gegenteil: Die sozioökonomischen Indikatoren verheissen kaum Optimismus.

Der Personalmangel ist somit immer noch spürbar. Wenn die neu eingeführten Organisationsmassnahmen nicht mehr ausreichend sein werden, um die Masse von stetig zunehmenden Fällen einzudämmen, wird es keine andere Lösung geben, als weitere Arbeitskräfte zuzusprechen.

## 1.3. Personal

### 1.3.1. Richter

Wie eingangs erwähnt, war das Jahr geprägt von den Weggängen der Richter Josef Hayoz, Gabrielle Multone und Roland Henninger per Ende Januar, sowie von Richter Hugo Casanova per Ende Dezember.

Josef Hayoz wurde 1951 in Freiburg geboren. Nach der obligatorischen Schulzeit in Giffers und Erlangen der Maturität am Kollegium St. Michael in Freiburg studierte er Rechtswissenschaften an der Universität Freiburg, wo er 1976 das Lizentiat entgegennahm. Vier Jahre später ergänzte er sein Jurastudium mit dem Anwaltspatent. 1980 trat Joseph Hayoz als Gerichtsschreiber am Bezirksgericht des Sees in den Dienst der Judikative. Zwei Jahre später wurde er Präsident dieser Behörde und übte dieses Amt aus, bis ihn der Grosse Rat im Mai 1991 zum Richter am kantonalen Verwaltungsgericht wählte. 1995 und 2001 stand er dieser Behörde vor, danach wurde er 2008 zum ersten Präsidenten des vereinigten Kantonsgerichts

---

ernannt. Neben seiner ordentlichen Tätigkeit als Kantonsrichter stellte er seine Erfahrung und seine Kompetenzen in den Dienst verschiedener eidgenössischer und kantonaler Kommissionen: Von 1997 bis 2014 war er stellvertretender Präsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 6 (Kanton Bern und deutschsprachige Gemeinden des Kantons Freiburg), ab 2011 Präsident der deutschsprachigen kantonalen Nomenklaturkommission; im selben Jahr wurde er in den Justizrat gewählt, den er bis 2014 präsidierte. Ab 2012 gehörte er ausserdem dem wissenschaftlichen Beirat des universitätsübergreifenden Forschungsprojekts «Justizforschung» an, das die Funktionsweise und das Management der Justiz untersucht.

Gabrielle Multone wurde 1952 in Amsterdam (Niederlande) geboren. Nach der obligatorischen Schulzeit in Freiburg erlangte sie 1970 in Rom (Italien) die Maturität und kehrte anschliessend für das Jurastudium, das sie 1975 mit dem Lizentiat abschloss, nach Freiburg zurück. Nach einem Praktikum bei den Europäischen Gemeinschaften in Brüssel (Belgien) arbeitete sie von 1976 bis 1982 als Gerichtsschreiber-Adjunktin am Gericht des Saanabezirks und am Kantonsgericht. Anschliessend absolvierte sie ihr Anwaltspraktikum und erhielt 1984 ihr Anwaltspatent. Danach arbeitete sie als Anwältin in Freiburg. Die dreifache Mutter engagierte sich im Stadtleben und war lange Jahre Präsidentin des Vereins der Freiburger Freizeitzentren sowie der kantonalen Kommission für die Gleichstellung und für Familienfragen, bis sie der Grosse Rat im September 1987 als erste Mutter zur Kantonsrichterin wählte. In dieser Funktion pflegte sie eine besondere Beziehung zur Universität Freiburg, da sie Treffen mit den Professoren und Studierenden des Verwaltungsrechts organisierte. Sie gehörte ausserdem der Anwaltskommission und der Beschwerdekommission des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye an.

Roland Henninger wurde 1953 in Gurmels geboren. Nach der obligatorischen Schulzeit in seinem Heimatort und Erlangen der Maturität am Kollegium St. Michael in Freiburg trat er das Jurastudium an der Universität Freiburg an, wo er 1978 das Lizentiat und 1984 den Dokortitel erhielt. Neben seinem Doktorstudium war er zunächst von 1979 bis 1986 als stellvertretender Jurist im Dienst der Totalrevision der Bundesverfassung; in dieser Zeit amtierte er auch als deutschsprachiger Sekretär der Rekurskommission der Universität Freiburg. 1986 kehrte er zur Kantonsverwaltung zurück und wurde Dienstchef des Polizeidepartements. 1998 wählte der Grosse Rat Roland Henninger zum Kantonsrichter. Dieses Amt übte er seit 1. Januar 1989 aus. In seinen siebzehn Jahren als Richter setzte er seine grossen Kompetenzen in fast allen Zivil- und Strafgerichtshöfen ein. Er war namentlich mehrere Jahre Präsident der Strafkammer. In den Jahren 2003 und 2011 präsidierte er das Kantonsgericht. Er war ausserdem Mitglied der Prüfungskommission für die Anwaltskandidaten.

Hugo Casanova wurde 1951 in Schmiten geboren. Nach Erlangen der Maturität am Kollegium St. Michael trat er das Jurastudium an der Universität Freiburg an, das er 1975 mit dem Lizentiat abschloss; 1982 erhielt er den Dokortitel und im selben Jahr auch das Anwaltspatent. 1985 startete Hugo Casanova seine juristische Laufbahn, die er nicht mehr verliess: Er wurde zum Präsidenten der kantonalen Steuerrekurskommission ernannt. Dieses Amt führte auf natürliche Weise dazu, dass ihn der Grosse Rat 1991 zum Präsidenten des Steuergerichtshofs des neuen kantonalen Verwaltungsgerichts wählte. 1994, 2000 und 2007 präsidierte Hugo Casanova das Verwaltungsgericht. Sein grosses Engagement für den Steuergerichtshof, den er bis 2013 präsidierte, prägte seine gesamte Karriere und damit seine Lehrtätigkeit im Steuerrecht ab 1987 an der Universität Freiburg, wo er ab 1996 als Titularprofessor tätig war, aber auch am Schweizerischen Institut für Steuerlehre in Zürich. Seinen Beitrag zum Steuerrecht konkretisierte er auch als redaktioneller Mitarbeiter des Archivs für Schweizerisches Abgaberecht und als Mitbegründer und Redaktionsmitglied der Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung. Hugo Casanova ist ausserdem Autor zahlreicher Publikationen zum Steuerrecht und zum Steuerverfahren, insbesondere im Rahmen der jährlichen Berichterstattung über die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts in den Bereichen der kantonalen Abgaben und des Steuerverfahrensrechts.

Das Kantonsgericht spricht Josef Hayoz, Gabrielle Multone, Roland Henninger und Hugo Casanova seinen Dank aus für ihr bedingungsloses Engagement im Dienst der Freiburger Justiz und für die Arbeit, die sie während vieler Jahre geleistet haben. Um die drei Erstgenannten zu ersetzen, wählte der Grosse Rat die Richter Dominique Gross, Marc Boivin (zu 50 %, während die andere Halbzeitstelle Marc Sugnaux zugeteilt wurde, der seinen Beschäftigungsgrad auf 100 % erweiterte) und Sandra Wohlhauser, Die Integration dieser neuen Richter ist reibungslos verlaufen. Ausserdem ist die Wahl von Daniela Kiener zur Kantonsrichterin mit einem Arbeitspensum von 50 % gewählt worden; sie wird ab dem 1. Januar 2017 Hugo Casanova ersetzen.



---

Was die Nebentätigkeiten anbelangt, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltskommission, neu auch Mitglied der Prüfungskommission für die Anwaltskandidaten und Ersatzmitglied der neuen Notariatskommission. Marc Boivin ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Er ist ausserdem Lehrbeauftragter für Recht an der HSW-Freiburg für die Weiterbildung mit den Diplomabschlüssen EMBA und CAS (public management). Neben seiner Halbeztätigkeit als Richter wirkt er aktiv mit in den Bereichen Humor und Kultur. Hubert Bugnon präsidiert die Schulkommission des Kollegiums Heiligkreuz und ist Mitglied der Anwaltskommission. Hugo Casanova war Ersatzmitglied der Anwaltskommission und ordentliches Mitglied der Rekurskommission Interkantonale Vereinbarung Lotterien und Wetten (welche sich im Allgemeinen mit ein bis zwei Fällen pro Jahr zu befassen hat). Er war ausserdem weiterhin Lehrbeauftragter beim Schweizerischen Institut für Steuerlehre im Rahmen der Ausbildung "Master of Advanced Studies Taxation FH" (drei Lektionen jährlich). Jérôme Delabays war bis Ende Juni Präsident des Justizrats und ist weiterhin Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Johannes Frölicher amtet weiterhin als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und als Mitglied des Direktionskomitees des Früherziehungsdienstes (FED) und des Zentrums für physiotherapeutische und ergotherapeutische Behandlung (CTTS) der Stiftung «les Buissonnets». Bis zu ihrem Weggang waren Josef Hayoz Mitglied der kantonalen Nomenklaturkommission und des Wissenschaftsrates für das Forschungsprojekt «Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz», Roland Henninger Mitglied der Prüfungskommission für die Anwaltskandidaten und Gabrielle Multone Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB) und der Anwaltskommission. Marianne Jungo ist Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB). Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung und Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2, und nunmehr ebenfalls Mitglied der Beschwerdekommision des GYB. Sie ist Vizepräsidentin der Vereinigung St-Camille in Marly. Christian Pfammatter ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit und Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marc Sugnaux ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission und der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen. Er ist Präsident des Ausschusses der Vereinigung Le Bosquet in Givisiez. Er ist Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und Ausbilder in Arbeits- und Handelsrecht im Rahmen der eidgenössischen Fachausweise und Diplome. Adrian Urwyler ist seit Juli 2016 Präsident des Justizrats und weiterhin Präsident der Direktion der Schweizerischen Richterakademie. Sandra Wohlhauser ist Präsidentin der Informatikkommision der Gerichtsbehörden und Mitglied der Informatikkommision des Staates Freiburg.

### 1.3.2. Gerichtsschreiberei

Beim Kantonsgericht arbeiten gegenwärtig 65 Personen:

15	Kantonsrichter
1	Generalsekretär
24	Gerichtsschreiber
18	Mitarbeitende des Verwaltungspersonals (1 Bürochefin, 15 Sekretärinnen, 1 Weibel, 1 juristischer Archivar zu 10 % [vom Justizamt angestellt])
5	Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -praktikanten (in der Regel 10 über das Jahr verteilt)
2	Kaufmännische Lernende

65 (insgesamt)

Die Kantonsrichter und die befristet Angestellten (Praktikanten, Lernende, mittels Pauschalkredit angestelltes Personal) nicht mitgerechnet, umfasst das Personal der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts im Jahr 2016 26.90 Vollzeitäquivalenzen (VZÄ). Ausserdem wurden als Pauschalkredite im Voranschlag 2016 folgende Beträge zugesprochen (betrifft das Verwaltungspersonal):

Weibel: 97'000.- Franken

Sekretärinnen: 130'000.- Franken

Informatikteam: 140'000.- Franken (beim ITA arbeitendes Personal)

Nachführung FZR: 3'000.- Franken (Studierende)

---

---

Zur Information sei erwähnt, dass die gewährten Beträge nicht unbedingt dem diesbezüglichen Lohnaufwand entsprechen. Mittels der Pauschalkredite konnte im Übrigen eine Gerichtsschreiberstelle zu 5% verbucht werden. Im Anschluss an die Streichung der Beschwerde an den Staatsrat im Personalwesen wurde dem Kantonsgericht zudem per Arbeitsstellenübertragung ein Gerichtsschreiber zu 100% zugeteilt (diese Stelle ist noch nicht bei den oben vermerkten VZÄ aufgeführt), womit für die Behandlung der mit der Gesetzesänderung erhaltenen neuen Dossiers die dafür unerlässlichen Arbeitskräfte zur Verfügung gestellt wurden.

Was das Personal der Gerichtsschreiberei anbelangt, kann mit grosser Erleichterung hervorgehoben werden, dass der Staat beschlossen hat, ab 2017 die zuvor per Pauschalkredit zugestandenen Stellen in Festanstellungen umzuwandeln. Es geht dabei um 9 Mitarbeitende des Kantonsgerichts, die während mehreren Jahren mittels zeitlich befristeter Verträge angestellt waren.

#### Weggänge-Neuzugänge

Was die Gerichtsschreiber anbelangt, haben Rahel Brühwiler (Ende Februar 2016), Sandra Martins (Ende August 2016), Laura Granito (Ende September 2016) und Frédérique Riesen (Ende Oktober 2016) das Kantonsgericht verlassen. Sie wurden ersetzt durch Mirjam Brodbeck (ab dem 1. Mai), Isabelle Schuwey (ab Januar 2017; eine Überbrückung fand statt bis zum Ende des Jahres durch Guillaume Bénard), Jessica Koller (ab dem 1. November 2016), und Silvia Aguirre (ab dem 1. Januar 2017). Die zur Kantonsrichterin gewählte Daniela Kiener wurde durch Angelika Spiess ersetzt. Schliesslich wurde in Bezug auf die gemäss der am 1. Juli 2016 in Kraft getretenen Gesetzgebung direkt an das Kantonsgericht gerichteten Beschwerdeverfahren des Staatspersonals (ohne Verfahren beim Staatsrat) Stéphanie Eichenberger ab dem Monat Juli 2016 angestellt.

Beim Sekretariat hat Patricia Flynn (Anstellung auf Pauschalkredit) das Kantonsgericht verlassen; sie wurde durch Ophélie Carrel ersetzt.

Die grosse Arbeitslast hat das Kantonsgericht nicht daran gehindert, seine Ausbildungstätigkeit fortzuführen. So haben im Rahmen ihrer Ausbildung zur Anwältin bzw. zum Anwalt zwölf Personen ein Gerichtsschreiber-Praktikum absolviert. Ausserdem bildet das Kantonsgericht kaufmännische Lernende aus.

Gratulationen gehen schliesslich an Sandra Mantelli, Gerichtsschreiberin, die das durch die «Ecole romande de la magistrature pénale (ERMP)» verliehene Certificate of Advanced Studies pour la Magistrature pénale (CAS MAP) erworben hat.

## **1.4. Weitere Tätigkeiten**

Die Präsidentin, Marc Boivin und Johannes Frölicher haben die Jahreskonferenz 2016 der Versicherungsgerichte organisiert, die am 3. Juni in Freiburg stattgefunden hat. Sie empfangen dabei die Präsidentinnen und Präsidenten der kantonalen Sozialversicherungsgerichte aller Kantone. Auch die Richter und die Gerichtsschreiber der Verwaltungsrechtlichen Höfe sowie der Generalsekretär haben an dieser Tagung teilgenommen.

Die Präsidentin hat an der sechsten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Bern teilgenommen.

Die Richter und die Gerichtsschreiber des Strafappellationshofs haben am jährlichen Treffen der Strafappellationshöfe der Kantone Neuenburg, Waadt und Freiburg in Lausanne teilgenommen.

Einige Richter haben an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Zug sowie am Tag der Richterinnen und Richter der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) teilgenommen.

---

Michel Favre hat an der Jahrestagung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Lichtenstein teilgenommen.

Am 30. August 2016 hat Sandra Wohlhauser an der Tagung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter in Olten teilgenommen.

Am 2. November 2016 haben Adrian Urwyler und Sandra Wohlhauser sowie die Mitglieder des Informatikbüros der Gerichtsbehörden an der 13. Tagung für Informatik und Recht in Bern teilgenommen.

Die Präsidentin, weitere Richter und der Generalsekretär haben an verschiedenen Veranstaltungen teilgenommen, zu denen das Kantonsgericht eingeladen war.

### **Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen**

Die von den Richtern im Jahr 2016 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

### **Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber**

Hugo Casanova hat den Artikel «Steuerverfahren und Steuergerechtigkeit – Gedanken zum Steuerfall Dürnten» für die Festschrift für Claude Rouiller verfasst. Er war Moderator im Rahmen der Weiterbildungskurse im Steuerrecht zum Thema «Steuerrulings» in Schwarzenburg. Er hat am Workshop der 1. Tagung der Steuergerichtshöfe in Bern teilgenommen.

Hugo Casanova, Adrian Urwyler und Frédéric Oberson sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten Kurse über das Zivilverfahren. Er hat ausserdem im Rahmen der vom Freiburger Anwaltsverband organisierten Weiterbildungstagung eine Konferenz abgehalten. Er wirkt weiterhin mit bei der annotierten Zivilprozessordnung Online.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS (Certificate of Advanced Studies) im Strafrichterwesen. Er hat im Rahmen der Tagung der «Revue neuchâteloise de jurisprudence» eine Konferenz über Kosten und Entschädigungen im Strafwesen sowie anlässlich der Weiterbildungstagung des Freiburger Anwaltsverbandes eine Konferenz über das Thema Festsetzung der Strafe abgehalten. Er hat den freiburgischen Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten einen Kurs zum Thema Strafappellation erteilt.

Catherine Faller erteilt den Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten Kurse zu den Themen Beschwerde (Art. 393 - 397 StPO) und Revision (Art. 410 - 415 StPO) im Strafbereich.

Die Präsidentin, Johannes Frölicher und Marc Boivin haben an der Tagung der schweizerischen Sozialversicherungsgerichte 2016 mitgewirkt.

Adrian Urwyler war verantwortlich für das Unterrichtsmodul «Gericht und Öffentlichkeit» im Rahmen des von der Schweizerischen Richterakademie verliehenen Certificate of Advanced Studies (CAS) im Richterwesen. Marc Sugnaux hat zum Thema Öffentlichkeit im Gerichtswesen einen Kurs erteilt. Frédéric Oberson hat ebenfalls im Bereich der Beziehungen zwischen Gerichten und Medien einen Kurs erteilt.

Christian Pfammatter hat am 2. Dezember 2016 im Rahmen der Weiterbildungstagung des Freiburger Anwaltsverbandes eine Konferenz über gewisse besondere Aspekte der Raumplanung abgehalten.

\*\*\*\*\*

---

## **Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2016 / Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2016**

<b>Présidente/Präsidentin :</b>	Anne-Sophie Peyraud
<b>Vice-président/Vizepräsident :</b>	Johannes Frölicher
<b>Membres/Mitglieder :</b>	Dina Beti Marc Boivin (dès le / ab 01.02.16) Hubert Bugnon Hugo Casanova Jérôme Delabays Michel Favre Dominique Gross (dès le / ab 01.02.16) Josef Hayoz (jusqu'au / bis zum 31.01.16) Roland Henninger (jusqu'au /bis zum 31.01.16) Marianne Jungo Gabrielle Multone (jusqu'au / bis zum 31.01.16) Catherine Overney Christian Pfammatter Marc Sugnaux Adrian Urwyler Sandra Wohlhauser (dès le / ab 01.03.16)
<b>Juges suppléants/Ersatzrichter/innen :</b>	François-Xavier Audergon Felix Baumann Olivier Bleicker Georges Chanez Pierre Corboz Francine Defferrard Omblin de Poret Bortolaso Caroline Gehring Susanne Genner Tarkan Göksu Catherine Hayoz Yann Hofmann Christophe Maillard Séverine Monferini Nuoffer Jean-Luc Mooser André Riedo Armin Sahli Hans-Jürg Schläppi Ursula Schneider Schüttel Daniel Schneuwly Laurent Schneuwly Erika Schnyder Kurt Schwab Pascal Terrapon Catherine Yesil-Huguenot

---

## **Cours civiles / zivilrechtliche Höfe**

### **I<sup>e</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof**

Président/Präsident : Jérôme Delabays  
Membres/Mitglieder : Hubert Bugnon  
Dina Beti  
Sandra Wohlhauser

### **II<sup>e</sup> Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof**

Président/Präsident : Adrian Urwyler  
Membres/Mitglieder : Dina Beti  
Michel Favre  
Catherine Overney

### **Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer**

Présidente/Präsidentin : Catherine Overney  
Membres/Mitglieder : Dina Beti  
Adrian Urwyler

### **Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof**

Présidente/Präsidentin : Sandra Wohlhauser  
Membres/Mitglieder : Jérôme Delabays  
Michel Favre  
Catherine Overney

## **Cours pénales / strafrechtliche Höfe**

### **Cour d'appel pénal / Strafappellationshof**

Président/Präsident : Michel Favre  
Membres/Mitglieder : Dina Beti  
Catherine Overney  
Adrian Urwyler

### **Chambre pénale / Strafkammer**

Président/Präsident : Hubert Bugnon  
Membres/Mitglieder : Jérôme Delabays  
Sandra Wohlhauser

---

## **Cours administratives / verwaltungsrechtliche Höfe**

### **I<sup>e</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof**

Présidente/Präsidentin : Marianne Jungo  
Membres/Mitglieder : Dominique Gross  
Anne-Sophie Peyraud  
Christian Pfammatter

### **II<sup>e</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof**

Président/Präsident : Christian Pfammatter  
Membres/Mitglieder : Johannes Frölicher  
Dominique Gross

### **III<sup>e</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof**

Présidente/Präsidentin : Anne-Sophie Peyraud  
Membres/Mitglieder : Johannes Frölicher  
Dominique Gross  
Marianne Jungo

### **Cour fiscale/Steuergerichtshof :**

Président/Präsident : Marc Sugnaux  
Membres/Mitglieder : Dina Beti  
Hugo Casanova  
Christian Pfammatter

### **I<sup>e</sup> Cour des assurances sociales/ I. Sozialversicherungsgerichtshof :**

Président/Präsident : Marc Boivin  
Membres/Mitglieder : Dominique Gross  
Marianne Jungo  
Marc Sugnaux

### **II<sup>e</sup> Cour des assurances sociales/ II. Sozialversicherungsgerichtshof :**

Président/Präsident : Johannes Frölicher  
Membres/Mitglieder : Hugo Casanova  
Anne-Sophie Peyraud  
Marc Sugnaux

## 2. PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL

### 2.1. COURS CIVILES / ZIVILRECHTLICHE HÖFE

<b>I<sup>e</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof</b>		
<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	115	76
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	300	450
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	339	437
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	76	89

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Admis / Gutheissung	21	44
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	69	91
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	5
Rejetés / Abweisung	68	71
Irrecevables / Nichteintreten	39	46
Retirés / Rückzug	9	5
Transaction / Vergleich	2	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	19	36
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	91	99
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	9	21
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	3	3
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	1	0
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	3	7
Décharge / Entlastung	0	1
Désignation (récusations) / Bezeichnung (Ausstände)	0	7
<b>Total</b>	<b>339</b>	<b>437</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	2	2
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	89	101
dont mesures protectrices de l'union conjugale/ <i>davon Eheschutzmassnahmen</i>	43	47
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	0	0
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	2	4
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	7	6
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	29	27
Assurance / <i>Versicherung</i>	1	0
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	2	2
Récusation / <i>Ausstand</i>	4	13
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	0	1
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	2	2
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	1	2
Sursis et remise de frais judiciaires / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	0	2
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	6	7
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	0	5
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	1	1
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	3	5
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	35	55
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	33	40
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	0	15
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	111	141
Révision / <i>Revision</i>	5	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	1
Interprétation et rectification / <i>Erläuterung und Berichtigung</i>	0	4
Divers / <i>Verschiedenes</i>	4	0
<b>Total</b>	<b>339</b>	<b>437</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Sarine / <i>Saane</i>	62	108
Singine / <i>Sense</i>	11	10
Gruyère / <i>Greyerz</i>	26	36
Lac / <i>See</i>	21	16
Glâne / <i>Glane</i>	7	7
Broye / <i>Broye</i>	37	31
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	18	23
Autres / <i>Andere</i>	157	206
<b>Total</b>	<b>339</b>	<b>437</b>



## II<sup>e</sup> Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	58	62
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	311	445*
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	307	453*
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	62	54

\* Sont incluses 166 demandes d'entraide judiciaire internationale / Mitinbegriffen sind 166 internationale Rechtshilfen

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2016
Admis / Gutheissung	43	36
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	6	14
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	7	6
Rejetés / Abweisung	99	90
Irrecevables / Nichteintreten	79	85
Retirés / Rückzug	5	5
Transaction / Vergleich	1	2
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	7	4
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	18	6
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	0	1
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	6	1
Fixation des dépens / Festsetzung der Parteikosten	1	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	21	29
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	12	6
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	2	0
Désignation / Bezeichnung	0	2
Transmission des entrades judiciaires / Übermittlung der Rechtshilfen	-	166
par arrêt / mit Urteil	-	8
par transmission simple/ohne Urteil	-	158
<b>Total</b>	<b>307</b>	<b>453</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	71	2
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	-	21
Travail / <i>Arbeit</i>	10	4
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	23	23
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und</i>	130	147
<i>dont faillites / davon Konkurse</i>	23	35
<i>dont mainlevées / davon Rechtsöffnungen</i>	103	107
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	44	54
Appel/recours sur mesures provisionnelles / <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	2	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	5	7
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	5	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	2	3
Sursis et remise des frais de justice / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	0	1
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	3	4
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	2	2
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	2	1
Révision / <i>Revision</i>	0	2
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	1	1
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	2	1
Concurrence déloyale / <i>Unlauterer Wettbewerb</i>	1	1
Séquestre / <i>Arrest</i>	0	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	3
Entraide judiciaire internationale / <i>Internationale Rechtshilfe</i>	-	166
Propriété intellectuelle et protection des données / <i>Geistiges Eigentum und Datenschutz</i>	0	4
Enlèvement international d'enfant / <i>Internationale Kindesentführung</i>	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	2
<b>Total</b>	<b>307</b>	<b>453</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Sarine / <i>Saane</i>	92	90
Singine / <i>Sense</i>	18	8
Gruyère / <i>Greyerz</i>	28	34
Lac / <i>See</i>	18	10
Glâne / <i>Glane</i>	12	14
Broye / <i>Broye</i>	32	33
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	10	14
Autorités étrangères / <i>Ausländische Behörden</i>	-	166
Autres / <i>Andere</i>	97	84
<b>Total</b>	<b>307</b>	<b>453</b>

**Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	6	9
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	160	144
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	157	140
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	9	13

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Admis / Gutheissung	116	74
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	6	4
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1
Rejet / Abweisung	17	32
Irrecevables / Nichteintreten	3	7
Sans objet / Gegenstandslos	11	15
Retrait / Rückzug	1	6
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	1	0
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	1	1
<b>Total</b>	<b>157</b>	<b>140</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Plaintes / Beschwerden	29	52
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	1	1
Réalisation de parts de communauté / Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen	1	2
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens	102	61
Assistance judiciaire (requête) / Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)	3	1
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	12	8
Rémunération de l'administration de la faillite / Vergütung für die Konkursverwaltung	5	7
Séquestre / Arrest	3	5
Récusation / Ausstand	1	3
<b>Total</b>	<b>157</b>	<b>140</b>

<b>Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
1 à 15 jours / 1 bis 15 Tage	116	77
15 jours à 1 mois / 15 Tage bis 1 Monat	14	24
1 à 2 mois / 1 bis 2 Monate	9	23
Plus de 2 mois / mehr als 2 Monate	18	16
<b>Total</b>	<b>157</b>	<b>140</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Sarine / Saane	18	23
Singine / Sense	1	10
Gruyère / Greyerz	6	10
Lac / See	1	8
Glâne / Glane	1	1
Broye / Broye	2	2
Veveyse / Vivisbach	4	1
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	103	66
Autres / Andere	21	19
<b>Total</b>	<b>157</b>	<b>140</b>

---

**Cour de modération / Moderationshof**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	6	2
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	18	0
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	22	2
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	2	0

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Admis / Gutheissung	2	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	5	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	2
Rejet / Abweisung	6	0
Irrecevables / Nichteintreten	6	0
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	1	0
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	2	0
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>2</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Frais de justice / Gerichtskosten	5	1
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	6	1
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière civile / Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Zivilsachen	6	0
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	1	0
Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege	3	0
Récusation / Ausstand	1	0
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>2</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Sarine / Saane	8	1
Singine / Sense	2	0
Gruyère / Greyerz	1	0
Lac / See	1	0
Glâne / Glane	1	0
Broye / Broye	3	1
Veveyse / Vivisbach	1	0
Autres / Andere	5	0
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>2</b>

## Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	7	14
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	125	131
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	118	118
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	14	27

Modes de liquidation / Erledigungsart	2015	2016
Admis / Gutheissung	11	15
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	8	7
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	7	0
Irrecevables / Nichteintreten	24	17
Rejetés / Abweisung	34	48
Retirés / Rückzug	3	3
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	9	14
AJ (avec avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	4	3
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	4	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	10	8
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	2	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	2	1
<b>Total</b>	<b>118</b>	<b>118</b>

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2015	2016
Recours / Beschwerde	84	81
dont placements à des fins d'assistance / davon Fürsorgerische Unterbringung	20	18
dont protection de l'adulte / davon Erwachsenenschutz	43	27
dont effets de la filiation / davon Wirkungen des Kindesverhältnisses	20	36
dont établissement de la filiation / davon Entstehung des Kindesverhältnisses	1	0
Assistance judiciaire (requête) / Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)	18	18
Assistance judiciaire (recours) / Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)	0	2
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	11	13
Intervention, dénonciation d'instance et appel en cause / Intervention, Streitverkündung und Streitverkündungsklage	0	1
Frais de justice / Gerichtskosten	2	1
Retard injustifié / Rechtsverzögerung	1	1
Récusation / Ausstand	2	0
Droit des successions / Erbrecht	0	1
<b>Total</b>	<b>118</b>	<b>118</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Sarine (Justice de paix) / Saane (Friedensgericht)	-	33
Singine (Justice de paix) / Sense (Friedensgericht)	-	7
Gruyère (Justice de paix) / Greyerz (Friedensgericht)	-	19
Lac (Justice de paix) / See (Friedensgericht)	-	3
Glâne (Justice de paix) / Glane (Friedensgericht)	-	5
Broye (Justice de paix) / Broye (Friedensgericht)	-	8
Veveyse (Justice de paix) / Vivisbach (Friedensgericht)	-	12
Justices de paix (sans distinction) / Friedensgerichte (insgesamt)	85	-
Autres / Andere	33	31
<b>Total</b>	<b>118</b>	<b>118</b>

## 2.2. COURS PENALES / STRAFRECHTLICHE HÖFE

### Cour d'appel pénal / *Strafappellationshof*

<b>Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i></b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	86	99
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	192	211
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	179	225
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	99	85

<b>Modes de liquidation / <i>Erledigungsart</i></b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Admis / <i>Gutheissung</i>	14	25
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	40	31
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	51	63
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	5	17
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	32	29
Retirés / <i>Rückzug</i>	25	37
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	3
AJ (avec avocat) accordée/ <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	3	4
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	4
AJ (avec avocat) partiellement accordée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	0	1
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	3	5
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	3	0
Détention confirmée / <i>Genehmigung der Haft</i>	0	1
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
<b>Total</b>	<b>179</b>	<b>225</b>



<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Appels / <i>Berufungen</i>	149	177
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	0
Détention provisoire ou des motifs de sûretés / <i>Untersuchungs- oder Sicherheitshaft</i>	2	4
Assistance judiciaire et défense d'office / <i>Unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung</i>	9	19
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	0
Révision / <i>Revision</i>	12	15
Indemnités et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	1	4
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	4	5
Consultation dossier / <i>Akteneinsicht</i>	0	1
<b>Total</b>	<b>179</b>	<b>225</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
<b>Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Sarine / <i>Saane</i>	35	29
Singine / <i>Sense</i>	4	6
Gruyère / <i>Greyerz</i>	13	10
Lac / <i>See</i>	7	9
Glâne / <i>Glane</i>	5	3
Broye / <i>Broye</i>	10	7
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	3	0
<b>Total</b>	<b>77</b>	<b>64</b>

<b>Juge de police / Polizeirichter</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Sarine / <i>Saane</i>	23	43
Singine / <i>Sense</i>	9	6
Gruyère / <i>Greyerz</i>	17	23
Lac / <i>See</i>	7	13
Glâne / <i>Glane</i>	3	7
Broye / <i>Broye</i>	9	13
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	3	6
<b>Total</b>	<b>71</b>	<b>111</b>

<b>Tribunal des mineurs / Jugendgericht</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
	<b>0</b>	<b>2</b>

---

<b>Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
	<b>2</b>	<b>3</b>

<b>Ministère public / Staatsanwaltschaft</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
	<b>10</b>	<b>7</b>

<b>Cour d'appel pénal / Strafappellationshof</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
	<b>2</b>	<b>7</b>

<b>Autres / Andere</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
	<b>17</b>	<b>31</b>

---

**Chambre pénale / Strafkammer**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	48	57
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	275	330
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	266	318
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	57	69

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Admis / Gutheissung	19	19
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	23	13
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	14	12
Rejetés / Abweisung	109	147
Irrecevables / Nichteintreten	60	76
Retirés / Rückzug	9	6
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	16	14
Désignation (récusation) / Bezeichnung(Ausstand)	0	3
AJ (avec avocat) accordée / URP (mit Anwalt) gewährt	2	1
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	4	8
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	2	11
Désignation (AJ) / Bezeichnung (URP)	4	0
Décharge / Entlastung	1	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	6
<b>Total</b>	<b>266</b>	<b>318</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Recours / <i>Beschwerden</i>	199	228
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	16	10
Récusation / <i>Ausstand</i>	12	14
Assistance judiciaire et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung</i>	25	50
Effet suspensif / <i>aufschiebende Wirkung</i>	7	0
Consultation du dossier / <i>Akteneinsicht</i>	3	2
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	4	3
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	10
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
<b>Total</b>	<b>266</b>	<b>318</b>

<b>Provenance / Herkunft</b>		
<b>Ministère public / Staatsanwaltschaft</b>		
	-	<b>2016</b>
	-	<b>196</b>

<b>Tribunal des mesures de contrainte / Zwangsmassnahmengericht</b>		
	-	<b>2016</b>
	-	<b>34</b>

<b>Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht</b>		
	-	<b>2016</b>
Sarine / <i>Saane</i>	-	2
Singine / <i>Sense</i>	-	0
Gruyère / <i>Greyerz</i>	-	2
Lac / <i>See</i>	-	1
Glâne / <i>Glane</i>	-	1
Broye / <i>Broye</i>	-	4
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	-	0
<b>Total</b>	-	<b>10</b>

<b>Juge de police / Polizeirichter</b>		
	-	<b>2016</b>
Sarine / <i>Saane</i>	-	9
Singine / <i>Sense</i>	-	2
Gruyère / <i>Greyerz</i>	-	5
Lac / <i>See</i>	-	2
Glâne / <i>Glane</i>	-	0
Broye / <i>Broye</i>	-	3
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	-	2
<b>Total</b>	-	<b>23</b>

<b>Tribunal des mineurs / Jugendgericht</b>		
	-	<b>2016</b>
	-	<b>4</b>

<b>Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht</b>		
	-	<b>2016</b>
	-	<b>1</b>

<b>Autres / Andere</b>		
	-	<b>2016</b>
	-	<b>50</b>

**Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	0	0
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	16	10
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	16	10
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	0	0

<b>Modes de liquidation / Erledigungsart</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Admis / Gutheissung	16	8
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	1
Irrecevable / Nichteintreten	0	1
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>10</b>

<b>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</b>		
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol)/ Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)	16	10
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>10</b>

## 2.3. COURS ADMINISTRATIVES / VERWALTUNGSRECHTLICHE HÖFE

### I<sup>e</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	101	88
b) affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	171	278
c) affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	184	231
d) affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	88	135

	2015	2016
Admission / Gutheissung	13	24
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	2	3
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	2
Rejet / Abweisung	84	83
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	13	19
Retrait / Rückzug	5	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	8	7
Sans objet autres motifs / Abschreibung aus anderen Gründen	33	38
Rayé du rôle / Abschreibung (Abwesenheit)	1	0
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	2
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	8	8
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	3	15
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	6	5
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	3	4
Assistance judiciaire partiellement octroyée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege teilweise verweigert (ohne Anwalt)	0	1
<b>Total</b>	<b>184</b>	<b>231</b>

<b>Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.</b>
Etablissement et séjour <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	34	94	128	72	56
Droits politiques <i>Politische Rechte</i>	0	4	4	4	0
Agents des collectivités publiques <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	9	36	45	22	23
Affaires communales <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	0	1	1	0	1
Responsabilité des collectivités publiques <i>Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger</i>	10	3	13	5	8
Ecole et formation <i>Schule und Bildung</i>	6	21	27	21	6
Affaires culturelles <i>Kulturelle Angelegenheiten</i>	0	1	1	1	0
Exécution des peines et mesures <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	3	1	4	4	0
Avocats, notaires <i>Anwälte, Notare</i>	1	0	1	1	0
Droit des personnes et famille <i>Personen- und Familienrecht</i>	1	3	4	2	2
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	1	0	1	1	0
Protection des données <i>Datenschutz</i>	2	3	5	3	2
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	1	1	0	1
Déclinatoire / <i>Unzuständigkeitseinrede</i>	0	1	1	1	0
Preuve à futur <i>Vorsorgliche Beweisführung</i>	1	0	1	0	1
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	2	2	2	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	29	34	29	5
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	11	12	12	0
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	2	1	3	3	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	11	59	70	40	30
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	5	6	6	0
<b>Total</b>	<b>88</b>	<b>278</b>	<b>366</b>	<b>231</b>	<b>135</b>

## II<sup>e</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	90	101
b) affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	143	166
c) affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	132	170
d) affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	101	97

Mode de liquidation / Erledigungsart	2015	2016
Admission / Gutheissung	13	26
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	2	6
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	8
Rejet / Abweisung	48	53
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	13	8
Retrait / Rückzug	16	25
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	0	1
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	8	1
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	28	34
Rayé du rôle (défaut) / Abschreibung (Abwesenheit)	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	2
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	0	2
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	1	0
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	1	1
<b>Total</b>	<b>132</b>	<b>170</b>



<b>Matières traitées</b> <b>Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1.</b> <b>Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées</b> <b>Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé</b> <b>Erfledigt</b>	<b>Pendant au</b> <b>31.12.</b> <b>Hängig per</b> <b>31.12.</b>
Aménagement du territoire et constructions <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	65	97	162	102	60
Protection de la nature et du paysage <i>Natur- und Heimatschutz</i>	1	1	2	1	1
Protection de l'environnement <i>Umweltschutz</i>	7	0	7	4	3
Expropriation <i>Enteignung</i>	1	0	1	0	1
Forêts <i>Forstwesen</i>	2	1	3	3	0
Energie <i>Energie</i>	1	1	2	1	1
Marchés publics <i>Beschaffungswesen</i>	2	11	13	5	8
Protection contre les incendies et les éléments naturels <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	0	2	2	0	2
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	1	1	1	0
Requête de sûretés <i>Begehren auf Sicherstellung</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	3	3	3	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	1	1	2	2	0
Recours contre décision incidente <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	17	36	53	34	19
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	3	8	11	10	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	2	3	3	0
<b>Total</b>	<b>101</b>	<b>166</b>	<b>267</b>	<b>170</b>	<b>97</b>

### III<sup>e</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	84	72
b) affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	208	232
c) affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	220	221
d) affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	72	83

Mode de liquidation / Erledigungsart	2015	2016
Admission / Gutheissung	4	17
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	15	1
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	4
Rejet / Abweisung	80	59
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	55	52
Retrait / Rückzug	15	33
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	11	9
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	30	32
Rayé du rôle (défaut) / Abschreibung (Abwesenheit)	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	4
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	0	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	1	6
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	1	1
<b>Total</b>	<b>220</b>	<b>221</b>

<b>Matières traitées</b> <b>Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1.</b> <b>Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées</b> <b>Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé</b> <b>Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12.</b> <b>Hängig per 31.12.</b>
Circulation routière et transports <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	33	148	181	135	46
Droit social <i>Sozialrecht</i>	2	7	9	4	5
Agriculture <i>Landwirtschaft</i>	6	8	14	8	6
Economie <i>Wirtschaft</i>	0	1	1	1	0
Commerces et établissements publics <i>Handel und Gastgewerbe</i>	10	8	18	7	11
Travail <i>Arbeit</i>	1	0	1	1	0
Animaux <i>Tiere</i>	2	3	5	4	1
Santé publique <i>Öffentliche Gesundheit</i>	2	4	6	1	5
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	1	0	1	1	0
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	1	1	2	2	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	9	25	34	30	4
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	7	7	7	0
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	6	6	5	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	4	13	17	13	4
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	0	1	1	0
<b>Total</b>	<b>72</b>	<b>232</b>	<b>304</b>	<b>221</b>	<b>83</b>

## Cour fiscale / Steuergerichtshof

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	143	139
b) affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	212	203
- compétence de la Cour / Zuständigkeit des Hofes	141	165
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes	71	38
c) affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	178	241
- compétence de la Cour / Zuständigkeit des Hofes	126	187
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes	52	54
d) affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	177	139

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Admission / Gutheissung	8	15
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	9	19
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	12
Rejet / Abweisung	71	106
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	36	19
Retrait / Rückzug	16	32
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	9	13
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	6	4
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	8	14
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	2
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	3	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	3	2
<b>Total</b>	<b>178</b>	<b>241</b>

<b>Matières traitées</b> <b>Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1.</b> <b>Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées</b> <b>Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé</b> <b>Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12</b> <b>Hängig per 31.12</b>
Généralités / <i>Allgemeines</i>	0	2	2	2	0
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	122	134	256	157	99
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales / <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	23	11	34	18	16
Impôt anticipé / <i>Verrechnungssteuer</i>	7	2	9	9	0
Impôt sur les gains immobiliers / <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	1	0	1	1	0
Impôts communaux / <i>Gemeindesteuern</i>	2	0	2	2	0
Impôts paroissiaux / <i>Pfarreiteuern</i>	0	1	1	1	0
Droits de mutation et gages immobiliers / <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	0	2	2	0	2
Contribution immobilière / <i>Liegenschaftssteuer</i>	3	1	4	3	1
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole / <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	2	1	3	2	1
Taxe d'exemption de l'obligation de servir / <i>Wehrpflichtersatz</i>	0	1	1	0	1
Taxe de séjour / <i>Aufenthaltstaxe</i>	1	18	19	17	2
Contributions publiques communales / <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	4	2	6	4	2
Amendes d'ordre / <i>Ordnungsbussen</i>	4	8	12	6	6
Emoluments administratifs / <i>Verwaltungsgebühren</i>	1	2	3	3	0
Soustraction fiscale et rappel d'impôts / <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	4	2	6	2	4
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	2	2	2	0
Révision / <i>Revision</i>	3	0	3	3	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	0	9	9	4	5
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	2	2	2	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
<b>Total</b>	<b>177</b>	<b>203</b>	<b>380</b>	<b>241</b>	<b>139</b>

**1<sup>e</sup> Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof**

<b>Statistique générale / Allgemeine Statistik</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	310	308
b) affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	295	285
c) affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	297	293
d) affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	308	300

<b>Mode de liquidation / Erledigungsart</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Admission / Gutheissung	19	22
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	24	10
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	14	20
Rejet / Abweisung	127	164
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	26	15
Retrait / Rückzug	15	6
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	9	5
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	1	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	16	26
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	20	7
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	11	9
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	10	5
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	1	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	2	2
<b>Total</b>	<b>297</b>	<b>293</b>

<b>Matières traitées</b> <b>Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1.</b> <b>Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées</b> <b>Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé</b> <b>Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12.</b> <b>Hängig per 31.12.</b>
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	109	53	162	92	70
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	60	74	134	55	79
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	93	59	152	62	90
Assurance militaire <i>Militärversicherung</i>	1	1	2	1	1
Allocations pour perte de gain <i>Erwerbsersatz</i>	1	0	1	1	0
Allocations familiales <i>Familienzulagen</i>	5	5	10	4	6
Aide sociale <i>Sozialhilfe</i>	11	23	34	21	13
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	3	3	2	1
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	0	1
Recours contre décision incidente <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	4	4	3	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	12	17	12	5
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	8	8	8	0
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	2	1	3	3	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	21	39	60	27	33
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	0	1	1	1	0
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
<b>Total</b>	<b>308</b>	<b>285</b>	<b>593</b>	<b>293</b>	<b>300</b>

## II<sup>e</sup> Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
a) affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	246	219
b) affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	241	277
c) affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	268	264
d) affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	219	232

Mode de liquidation / Erledigungsart	2015	2016
Admission / Gutheissung	21	11
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	12	12
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	19	28
Rejet / Abweisung	87	97
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	20	27
Retrait / Rückzug	15	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	14	14
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	4	8
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	19	12
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	3	5
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	2	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	22	8
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	13	7
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	10	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	2	2
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce / Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung	2	9
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	1	1
<b>Total</b>	<b>268</b>	<b>264</b>



<b>Matières traitées</b> <b>Behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>Pendant au 1.1.</b> <b>Hängig per 1.1.</b>	<b>Entrées</b> <b>Neueingänge</b>	<b>Total</b>	<b>Liquidé</b> <b>Erledigt</b>	<b>Pendant au 31.12.</b> <b>Hängig per 31.12.</b>
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	22	23	45	17	28
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	113	135	248	124	124
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	16	21	37	21	16
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	22	22	44	28	16
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	16	14	30	17	13
Assurance-maternité <i>Mutterschaftsversicherung</i>	1	1	2	1	1
Assurance-maladie complémentaire LCA <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	8	11	19	12	7
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	1	0	1	1	0
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	0	1
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	11	13	10	3
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	0	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	16	36	52	30	22
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	0	1	1	0
<b>Total</b>	<b>219</b>	<b>277</b>	<b>496</b>	<b>264</b>	<b>232</b>

## 2.4. RECOURS AU TRIBUNAL FEDERAL / BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT

<b>Recours déposés / Eingereichte Beschwerden</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
I <sup>e</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	24	23
II <sup>e</sup> Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	25	44
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	7	10
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	11	7
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	30	39
Chambre pénale / Strafkammer	35	52
I <sup>e</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	24	30
II <sup>e</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	12	9
III <sup>e</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	14	6
Cour fiscale / Steuergerichtshof	22	24
I <sup>e</sup> Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	32	35
II <sup>e</sup> Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	16	22
<b>Total</b>	<b>253</b>	<b>301</b>

<b>Recours traités / Erledigte Beschwerden</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>Modes de liquidation / Erledigungsarten</b>		
<b>I<sup>e</sup> Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof</b>		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	5
Rejetés / Abweisung	8	9
Irrecevables / Nichteintreten	12	8
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	1
<b>II<sup>e</sup> Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof</b>		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1
Rejetés / Abweisung	2	6
Irrecevables / Nichteintreten	18	35
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
<b>Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</b>		
Admis / Gutheissung	2	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	1
Rejetés / Abweisung	2	4
Irrecevables / Nichteintreten	4	2
Sans objet / Gegenstandslos	0	1
Retirés / Rückzug	1	0

<b>Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	11	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
<b>Cour d'appel pénal / Strafappellationshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	22
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	7	14
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	2	1
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	2
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	1	0
<b>Chambre pénale / Strafkammer</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	5	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	13
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	20	30
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	1
<b>I<sup>e</sup> Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof</b>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	19	14
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	7	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

<b>II<sup>e</sup> Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Admis / Gutheissung	1	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1
Rejetés / Abweisung	13	6
Irrecevables / Nichteintreten	2	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	0
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
<b>III<sup>e</sup> Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof</b>		
Admis / Gutheissung	3	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0
Rejetés / Abweisung	8	4
Irrecevables / Nichteintreten	0	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	2	2
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
<b>Cour fiscale / Steuergerichtshof</b>		
Admis / Gutheissung	1	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0
Rejetés / Abweisung	12	14
Irrecevables / Nichteintreten	3	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	6	7
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
<b>I<sup>e</sup> Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof</b>		
Admis / Gutheissung	3	5
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung	3	4
Rejetés / Abweisung	22	13
Irrecevables / Nichteintreten	6	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	7	3
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
<b>II<sup>e</sup> Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof</b>		
Admis / Gutheissung	2	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung	1	1
Rejetés / Abweisung	16	8
Irrecevables / Nichteintreten	1	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	3	5
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Total	<b>284</b>	<b>280</b>

**Tribunal cantonal TC**  
**Kantonsgericht KG**  
Rue des Augustins 3, CH-1701 Fribourg  
T +41 26 304 15 00, F +41 26 304 15 01

[www.fr.ch/tc](http://www.fr.ch/tc)

–

© Février 2017/Februar 2017

–

Imprimé sur papier 100% recyclé  
gedruckt auf 100% Recyclingpapier